

UNIVERSITÉ DE PARIS - FACULTÉ DE DROIT

L'ORIENTATION PROFESSIONNELLE
et le
RECRUTEMENT DES ÉLITES
EN FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 3 Décembre 1941, à 14 heures

PAR

M^{lle} Jeanne MORVAN

Jury :

Président : M. BAUDIN, Professeur.

Suffragants { M. DOLLÉANS, Professeur.
M. LAUFENBURGER, Professeur.

T E P A C

9 - Rue de Mézières - 9

PARIS (VI^e)

1941



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41553007_0079

L'ORIENTATION PROFESSIONNELLE
ET
LE RECRUTEMENT DES ÉLITES EN FRANCE

UNIVERSITÉ DE PARIS - FACULTÉ DE DROIT

L'ORIENTATION PROFESSIONNELLE

et le

RECRUTEMENT DES ÉLITES

EN FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 3 Décembre 1941, à 14 heures

PAR

M^{lle} Jeanne MORVAN

Jury :

Président : M. BAUDIN, Professeur.

Suffragants { M. DOLLÉANS, Professeur.
M. LAUFENBURGER, Professeur.

T E P A C

9 - Rue de Mézières - 9

PARIS (VI^e)

1941

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



A LA MÉMOIRE DE MES GRANDS-PARENTS

A LA MÉMOIRE DE MES ONCLES

ALEXANDRE MORVAN, BERNARD MORON

FRANÇOIS ET AUGUSTE PALLEGOIX

A MES PARENTS

A MA FAMILLE

A MES MAÎTRES

A MES AMIS

INTRODUCTION

L'Orientation Professionnelle est l'ensemble des opérations qui précèdent le placement des jeunes gens et des jeunes filles dans le commerce et l'industrie et qui ont pour but de révéler leurs aptitudes physiques, morales et intellectuelles. Elle a donc pour premier objet de renseigner l'individu sur la valeur de sa vocation présumée, sur ses aptitudes à la suivre, sur ses possibilités de réussite dans la profession qu'il désire adopter.

Souvent l'orientation s'est trouvée une annexe du placement qui d'ailleurs était son but; l'inégale répartition de la main-d'œuvre, la crise de l'apprentissage ont été à l'origine de l'organisation de l'orientation professionnelle. Pendant la guerre 1914-1918, les méthodes scientifiques employées en matière d'orientation ont permis de former les cadres nécessaires à l'armée américaine. Postérieurement, la psycho-technique fut utilisée pour la rééducation des mutilés. De même en aviation, les techniques scientifiques d'orientation et de sélection furent employées sur une grande échelle. Après l'aviation commerciale et militaire, les chemins de fer, les transports en commun, eurent

recours aux méthodes pratiquées en orientation professionnelle.

Ces méthodes scientifiques, complétées par des méthodes empiriques, permirent de sélectionner la main-d'œuvre ouvrière. Après la Grande Guerre, il fallait produire davantage pour rétablir l'équilibre de notre balance du commerce. Or, cette nécessité d'accroissement de production coexistait avec une tendance à réduire les heures de travail. On se trouva donc en face d'un problème de rendement. Il fallut donner à l'ouvrier les moyens de fournir une production optima dans un temps moindre. Par la pratique des méthodes d'orientation, on chercha à diriger les individus vers les activités correspondant à leurs aptitudes. On se rendit compte qu'à l'intérêt d'ordre économique présenté par cette question d'orientation professionnelle s'ajoutait peu à peu un intérêt d'ordre éducatif et social.

L'orientation professionnelle a un lien évident avec la formation professionnelle et l'enseignement technique. Le décret du 26 septembre 1922, premier texte officiel en France sur l'orientation professionnelle, qui la rattache au Sous-Secrétariat d'Etat à l'Enseignement technique, montre l'idée des auteurs de ce décret de faire de l'orientation professionnelle une question connexe de celle de l'enseignement. Les offices d'orientation entrèrent en rapport avec les écoles primaires d'où venaient les enfants qui les consultaient, et avec les écoles professionnelles vers lesquelles ces offices étaient susceptibles de les diriger.

Puis vint la crise du chômage qui sévit à la fois dans les professions manuelles et les professions intellectuelles. Le nombre d'étudiants qui ne trouvaient pas d'emploi à la fin de leurs études allait croissant. De plus, après l'application de la loi sur la gratuité des lycées, les élèves furent encore plus nombreux et partant, d'aptitudes variées et inégales. On songea alors à appliquer les méthodes qui semblaient réussir en orientation manuelle et technique à l'orientation scolaire et intellectuelle. De nombreux projets furent présentés; un projet de loi J. Zay fut déposé le 2 mars 1937 à la Chambre des Députés : on se borna à faire un essai de classes d'orientation. Ce que fut cet essai d'orientation scolaire, ce qu'est l'organisation de l'orientation professionnelle, nous le verrons au cours de cette étude. Il nous suffit de savoir pour le moment que les buts essentiels de l'Orientation Professionnelle sont des buts économiques : diriger la main-d'œuvre future vers les emplois les plus conformes à ses aptitudes pour en tirer le meilleur rendement, éviter le chômage en assurant une meilleure répartition des travailleurs.

Après avoir énoncé d'une façon sommaire l'origine et les buts généraux de l'orientation professionnelle, et nous réservant d'analyser ultérieurement ces derniers d'une façon plus approfondie, nous allons passer à l'étude de l'élite.

Comment peut-on définir l'élite ? est-elle nécessaire et

quel est son rôle ? étant donné ce rôle, quelles sont les qualités essentielles que doit présenter cette élite ?

Les théoriciens de l'élite, ainsi que l'a exposé M. Baudin dans son cours de doctorat 1938-1939, divisent la société en deux parties, l'élite et la masse. L'individu subsiste pour et par l'élite, en attendant que le niveau intellectuel et moral de la masse se soit élevé. L'élite revêt trois caractères. Le premier, c'est qu'elle a une supériorité personnelle et acquise par rapport à la masse. Elle n'est pas élue par cette dernière. Tout individu peut par un effort de volonté devenir un membre de l'élite; ceci distingue l'élite de la caste, groupement fermé, et conduit au deuxième caractère de l'élite : ses rangs sont ouverts. Aussi est-elle pour une très large part composée d'hommes fils de leurs œuvres. Vilfredo Pareto définit l'élite comme une aristocratie cherchant à dominer et à garder les avantages acquis; en fait, il n'y a là non plus élite, mais caste. Bien loin de vouloir se servir de la masse pour obtenir honneur et richesses, la véritable élite, et c'est là son troisième caractère, se consacre au bien commun.

L'élite est nécessaire; elle a un rôle de chef. Elle doit faire ce qui est bon pour le peuple, sans le lui demander, incapable qu'il est de savoir exprimer ce qu'il veut. Il faut à la masse quelqu'un qui lui évite de réfléchir et de choisir. Henri Massis, dans son livre « Chefs » (1), rap-

(1) Henri Massis, *Chefs*, page 92.

porte cette phrase de Salazar : « Que le souci du peuple nous tienne aux entrailles et que nous soyons les défenseurs de son ascension continue dans l'ordre matériel et moral, cela ne nous oblige nullement à croire que dans la masse se trouve l'origine du pouvoir, et que le gouvernement peut être l'œuvre de la multitude et non d'une élite à laquelle incombe le devoir de diriger la collectivité et de se sacrifier pour elle. » Salazar reconnaît donc à l'élite, et à elle seule, le droit de commander, à condition qu'elle le fasse dans l'intérêt matériel et moral du peuple.

Dans un gouvernement bien organisé, l'élite ne doit pas être écrasée par la masse. Mais c'est de la masse que doit surgir un groupe d'hommes capables de commander et d'administrer, ou du moins de se livrer à des études et à des spéculations auxquelles le peuple n'accède pas. Aucune société moderne ne se passe de gouvernement. Actuellement, plus que jamais, le besoin se fait sentir d'une élite qui ne se laisse pas étourdir par les événements, mais sache s'élever au-dessus d'eux pour les juger et les redresser.

La diffusion de la culture dans les masses est une condition du progrès, mais il faut en même temps qu'elle se concentre en certains hommes que sont les élites nationales et locales.

Sont compris dans les élites nationales ceux auxquels leur activité habituelle donne un rôle de premier plan, soit qu'ils exercent une fonction de direction, de conseil, soit qu'évoluant dans les milieux les plus divers, ils aient un

rôle d'exemple à remplir ou une influence à exercer : telles sont les fonctions de l'Etat et les professions libérales.

Nous classerons parmi les élites locales, les individus dont le rayon d'activité est moins étendu que celui des précédents, mais qui, ayant à exercer une fonction de chef, artisan, contremaître, chef d'exploitation agricole, etc., doivent, pour le bien de la société, être pourvus des mêmes qualités que les élites nationales. Est homme d'élite celui qui est présent dans les grands devoirs, celui qui sent l'attrait de l'épreuve, celui qui s'accomplit lui-même en faisant une œuvre hors de lui : le type de l'homme d'élite, c'est le bon artisan. Il voit la réalité telle qu'elle est, avec énergie, avec simplicité, c'est-à-dire en voyant l'essentiel sans s'attacher à un détail au détriment de la réalité entière. Le bon sens lui est bien plus indispensable que l'intelligence. Ne fait pas partie de l'élite, l'individu égoïste capable de bassesse. Mais dominant toutes ces valeurs d'énergie, de réalisme, de bon sens, de générosité, la force de l'homme d'élite réside dans son caractère. « La première qualité d'un vrai chef, a dit Clemenceau, est le caractère. » Il est complètement présent à ce qu'il fait, il a besoin d'une action efficace. Il se sent une vocation, une mission à accomplir. Et ce problème des vocations est au fond, celui du problème des élites. Rechercher les vocations, en susciter, renseigner l'individu sur la valeur de ce qu'il croit être sa vocation, sont des tâches auxquelles doit s'intéresser un gouvernement soucieux de

la santé du corps social et de son équilibre. Dans un domaine idéal, la politique d'un grand pays doit poursuivre deux résultats par dessus tous les autres : le progrès continu de l'élite et la création de valeurs morales toujours plus élevées. Mais l'élite s'use rapidement par suite des tentations inhérentes au pouvoir et à la richesse; il lui faut être continuellement rajeunie, par l'ascension des classes inférieures, peuple et bourgeoisie. Ce mouvement vers les classes supérieures doit être favorisé, sans violenter le jeu des lois naturelles.

Reprenant la question de l'Orientation Professionnelle, nous nous proposons d'étudier si celle-ci peut aider à discerner les natures d'élite, si elle est un moyen de recrutement des élites. Dans un chapitre premier, nous étudierons les divers buts que les promoteurs de l'orientation professionnelle se sont assignés. Nous verrons comment, à mesure que celle-ci s'est perfectionnée, on a pu envisager d'utiliser ses méthodes jusqu'alors réservées aux activités manuelles, à l'examen des activités mentales et intellectuelles, et essayer de pratiquer l'orientation intellectuelle. Ceci sera l'objet d'un Chapitre II que nous consacrerons à l'étude de l'organisation et des méthodes actuelles pratiquées en orientation professionnelle, ainsi qu'à l'examen de leurs résultats quant à leurs possibilités de discrimination des individus aptes à faire partie de l'élite.

Enfin, et comme conclusion, nous proposerons des méthodes susceptibles de compléter et de perfectionner les procédés actuels, tout en précisant bien qu'il n'y a rien

d'absolu en cette matière et que hasard ou volonté propre de l'individu peuvent rendre nulles des prévisions qui semblaient les plus justifiées.

CHAPITRE I

BUTS DE L'ORIENTATION PROFESSIONNELLE

Dans son étude sur l'orientation professionnelle, Odette Simon énumère les divers buts que cherche à atteindre cette institution.

Ce sont, premièrement, des buts d'ordre social :

a) Relèvement de la production nationale pour compenser les pertes de richesses causées par la guerre : l'emploi du système Taylor qui forme et spécialise l'ouvrier au lieu de lui laisser apprendre son métier, qui le suit et le surveille, est à compléter par la pratique de l'orientation professionnelle, qui remplace les procédés empiriques du choix des métiers par des méthodes scientifiques, qui éclaire l'enfant et le dirige vers sa spécialité.

b) Hygiène du travailleur : souvent, la misère physiologique de l'ouvrier a pour cause le choix d'un métier incompatible avec l'état de résistance de ses organes. L'orientation professionnelle comprend un examen médical qui permet d'écarter les prédisposés, des professions malsaines.

c) La sécurité du public : quand il y a danger pour les

tiers à l'exercice d'une profession par quelqu'un qui présente certaines déficiences, celles-ci peuvent être sanctionnées par l'interdiction de la profession, et plus tôt on les connaît, plus tôt on empêchera quelqu'un de s'engager dans une voie au bout de laquelle il ne peut trouver qu'une déception.

Deuxièmement, des buts d'ordre professionnel :

a) Crise d'apprentissage : loin de rendre le travail plus uniforme, le machinisme réclame des aptitudes de plus en plus variées. Par suite du régime de concentration, les patrons ne pouvant plus suivre ni diriger les apprentis, il est nécessaire que l'orientation professionnelle sélectionne ceux qui sont capables de recevoir un supplément d'instruction professionnelle.

b) Les risques du chômage : l'orientation professionnelle doit diriger les jeunes gens vers des professions modestes, mais qui offrent une plus grande sécurité et les détourner des métiers qui se trouvent, par suite de divers avantages, plus encombrés, et risquent donc d'être atteints par le chômage.

c) Facilités de placement : ce qui frappe le sujet orienté, c'est le résultat tangible auquel les expériences de psychotechnique aboutissent et qui se traduit pour lui par l'emploi qu'on est en mesure de lui donner. C'est pourquoi, les offices d'orientation professionnelle sont souvent rattachés à des offices de placement.

d) Assurer aux travailleurs des rémunérations en rapport avec leurs aptitudes : il est juste et normal que les ouvriers qui bénéficient d'un contrat collectif, présentent des aptitudes égales chaque fois que le salaire doit être payé au temps. L'égalité des aptitudes, dans la mesure où elle est possible peut être réalisée par les méthodes de recrutement de l'orientation professionnelle.

c) Développer l'amour de la profession : on ne fait bien qu'une chose qui plaît et intéresse. Certains ouvriers se sentent supérieurs à leur tâche ou, au contraire, sont fatigués par elle. L'orientation professionnelle doit donc se préoccuper non seulement d'étudier les aptitudes, mais encore de scruter les caractères, si elle veut faire entrer dans les métiers ceux qui, pour des raisons assez variées, doivent y trouver une satisfaction durable.

Troisièmement, des buts d'ordre économique :

a) Assurer la main-d'œuvre qualifiée aux entreprises : l'entrepreneur cherchant de la main-d'œuvre ne trouve pas toujours du personnel capable de fournir le travail voulu. Certains métiers sont encombrés et d'autres délaissés. L'orientation professionnelle cherche à réaliser un équilibre entre l'offre et la demande.

b) Produire mieux et à meilleur marché. Il faut que l'ouvrier français se persuade que n'importe qui n'est pas apte à faire n'importe quoi : l'orientation professionnelle doit se proposer pour but de faire à ce sujet l'éducation des travailleurs. Lorsque celui qui aura été orienté aura

vu le soin avec lequel on s'est efforcé de discerner ses aptitudes par rapport à divers métiers qui auront fait l'objet de monographies, il ne lui échappera pas qu'il doit observer dans sa vie professionnelle une discipline et une continuité de vues, conditions d'une production plus intense et moins coûteuse.

Sous son aspect social et économique, l'orientation recherche l'utilisation la meilleure de la main-d'œuvre. Elle s'organise alors en fonction non de l'individu, mais des groupes producteurs. En effet, trop souvent, on considère la question du choix d'un métier sous l'angle exclusivement économique : la principale préoccupation est d'orienter la jeunesse active vers les professions dans lesquelles on manque momentanément de main-d'œuvre qualifiée. Cette préoccupation est essentielle, mais elle ne doit pas dissimuler les autres aspects et notamment les aspects moraux et sociaux du problème. Le problème de l'orientation professionnelle doit être envisagé dans sa plus grande généralité. La question se pose sur le plan culturel et pédagogique avant même de se poser sur le plan professionnel proprement dit. Il arrivera qu'elle domine toute la politique scolaire d'un pays.

« La chose la plus importante de la vie, c'est le choix du métier, le hasard en dispose », a dit Pascal. Le problème du choix du métier était plus facile à résoudre autrefois qu'à notre époque. L'existence des castes, des traditions, évitait toute hésitation. Les enfants étaient éduqués par leurs parents et l'enfant qui ne prenait pas le métier

de son père pouvait faire le tour des artisans de son quartier et s'initier à leurs travaux. C'est une situation qui existe parfois aujourd'hui, mais très rarement. Comment le choix s'opère-t-il en fait dans la généralité des cas ? Pour les professions libérales ou intellectuelles, les influences et les traditions familiales, l'action du milieu scolaire, l'habitude tôt développée de la réflexion facilitent l'orientation spontanée. Dans les classes populaires, les conditions matérielles pèsent sur les décisions personnelles. Les parents imposent à leurs enfants un métier à gain immédiat ou ce sont ces derniers qui cherchent à s'échapper de la contrainte familiale par un travail suffisamment rémunérateur. La mode a également un rôle important : il y a quelques années, attrait de la mécanique pour les garçons, de la dactylographie pour les filles. Les vocations véritables sont rares et ne correspondent pas toujours à des aptitudes réelles. Faciliter ou suggérer des vocations, devient donc une tâche préoccupante : l'Orientation Professionnelle doit résoudre ce problème. Dans cette étude sur l'orientation professionnelle et le recrutement des élites, nous laisserons volontairement de côté les buts économiques recherchés par l'orientation professionnelle et nous dirons qu'une profession est un service social avant d'être une technique. L'orientation professionnelle doit tendre à mettre chacun à la place qui lui convient le mieux dans l'activité sociale. Substituer au hasard la considération rationnelle des aptitudes, tel est le problème de l'Orientation Professionnelle. Cette science qui débute,

tâche d'introduire des notions rationnelles et des données numériques dans un domaine qui a relevé jusqu'à présent du pur empirisme.

De la définition suivante de l'orientation professionnelle : « Ensemble des recherches susceptibles de guider l'enfant terminant sa formation primaire et entrant dans l'apprentissage d'un métier », on voit le lien qui unit orientation et enseignement. L'enseignement est, au fond, de l'orientation; on donne aux enfants une éducation qu'on appelle générale, mais de cette éducation générale, chacun prend ce qu'il peut, ce qui lui plaît, de sorte qu'à partir du moment où un élève entre à l'école, il choisit dans les éléments qui lui sont présentés ce qui lui convient; à partir de ce moment, en fait, il s'oriente. A la fin de la scolarité, a lieu l'examen d'orientation qui est la constatation des aptitudes innées et des aptitudes acquises pendant les années précédentes.

La question du recrutement des élites nationales pose le problème de l'orientation professionnelle des intellectuels. Problème qui, de même que celui de l'orientation professionnelle vers les métiers manuels a eu son origine dans la crise économique, le nombre des diplômés tendant à excéder les débouchés, tandis que l'on manquait de spécialistes et d'agents de maîtrise. Ce déséquilibre fut accentué par la gratuité de l'enseignement secondaire qui accrut encore le nombre des bacheliers et, par suite, des futurs diplômés.

La réforme de l'enseignement a été étudiée dans de nom-

breux projets; ceux-ci ont été critiqués, puis en partie réalisés par l'institution des classes d'orientation. Celles-ci ont à leur tour été l'objet de nombreuses critiques.

Ainsi, en orientation professionnelle manuelle, comme en orientation professionnelle intellectuelle, le but initial est le même : il s'agit de diriger les individus de façon à satisfaire aux besoins du marché du travail. Mais cette organisation et ces méthodes que nous allons étudier dans le chapitre suivant, peuvent peut-être permettre également de réaliser le recrutement des élites nécessaires au développement politique et économique du pays.

CHAPITRE II

ORGANISATION, MÉTHODES ET RÉSULTATS DE L'ORIENTATION PROFESSIONNELLE

Nous nous proposons de diviser en trois parties ce chapitre consacré à l'organisation de l'orientation professionnelle, à ses méthodes et à ses résultats, comme moyen de recrutement des élites.

Dans la première partie, nous étudierons l'orientation professionnelle en général, c'est-à-dire celle qui dirige les enfants vers les métiers industriels ou commerciaux. Le personnel chargé de cette orientation et les méthodes pratiquées étant en partie communs à ceux de l'orientation intellectuelle, notre deuxième partie sera consacrée aux projets de réforme de l'enseignement, aux classes d'orientation et à l'orientation professionnelle des intellectuels. La nouvelle organisation de l'enseignement réaliserait l'orientation vers toutes les professions manuelles et intellectuelles.

Une étude de l'orientation en agriculture sera faite dans

une troisième partie, et dans une annexe à ce chapitre II, nous verrons si la question d'orientation a été reprise dans les projets actuels de réforme de l'enseignement de M. Carcopino : lois du 15 août 1941.

PREMIÈRE PARTIE

ORGANISATION DE L'ORIENTATION PROFESSIONNELLE PROPREMENT DIT

Section I. — Agents d'exécution.

L'organisation de l'orientation professionnelle varie selon qu'elle est privée ou publique. Le décret du 26 septembre 1922 a établi que les offices d'orientation publics et privés seraient subventionnés par le sous-secrétariat de l'enseignement technique : c'est là une mesure qui prouve l'intérêt que porte le législateur aux questions d'orientation professionnelle. Plus récemment, les décrets-lois du 24 mai 1938 et 17 juin 1938, ce dernier concernant l'enseignement agricole, ont fixé les bases du fonctionnement de l'orientation professionnelle. Par le décret-loi du 24 mai 1938, il est créé, dans chaque département, un Secrétariat d'Orientation Professionnelle assisté d'une Commission administrative et un centre d'orientation obligatoire. Des centres d'orientation facultatifs peuvent être créés par les municipalités.

Tous les enfants, au cours de leur quatorzième année, doivent subir un examen d'orientation professionnelle. Dans un délai de trois ans, aucun enfant ne pourra être embauché, s'il n'est muni du certificat d'examen d'orientation professionnelle.

Cinq décrets fixent plus particulièrement le recrutement des secrétaires d'orientation et les conditions que doit remplir le personnel des centres obligatoires et facultatifs.

Les organes d'orientation professionnelle dus à des initiatives privées se présentent sous la forme de services rattachés à des œuvres diverses, philanthropiques, confessionnelles, laïques, à des associations féminines. Certains offices sont organisés au sein des associations professionnelles et financés par elles. A côté de ces organes d'exécution pratique, existent des instituts scientifiques qui s'occupent surtout de psychologie appliquée ou industrielle, de psychophysiologie du travail, de recherches psychopédagogiques et sociales.

Quelle soit publique ou privée, l'orientation professionnelle est une œuvre de collaboration entre la famille, l'école, les médecins, le monde du travail et les orienteurs.

1° Le rôle des Orienteurs.

Les orienteurs ou conseillers de vocation sont formés par l'Institut National d'Orientation Professionnelle, fondé en 1928, à Paris, où leur sont inculquées des notions de

physiologie, de pathologie générale, de psychiatrie et de pédologie. Ils y étudient également l'économie politique et sociale, la technique des métiers, l'organisation de l'orientation. Ils font des études théoriques et des stages pratiques.

Ils ont pour rôle de conseiller les parents et les enfants, après avoir analysé les données fournies par la fiche scolaire et la fiche médico-physiologique. En vertu du décret-loi du 24 mai 1938, le directeur de l'école primaire envoie la fiche scolaire au centre d'orientation dont dépend l'élève ou la tient à la disposition du médecin. Celui-ci fait une fiche médicale. Les deux fiches sont envoyées au Centre d'Orientation Professionnelle où l'orienteur, après un examen psychotechnique de l'enfant, donne gratuitement ses conseils. Fiches et conseils sont transmis au Secrétariat départemental, lequel est renseigné sur les diverses professions par les offices de placement. Il établit alors un certificat envoyé aux parents de l'enfant : ce certificat indiquera le ou les métiers dangereux pour la santé de l'enfant, renseignera sur ses aptitudes intellectuelles ou physiques.

Ainsi donc, le travail de l'orienteur est un travail de synthèse; il réunit les divers éléments susceptibles de le renseigner sur l'enfant à orienter qui lui sont fournis par les fiches scolaires et médicales. Il se livre lui-même à l'examen psychotechnique que nous étudierons à la section suivante. Il questionne l'enfant sur ses goûts; il doit essayer de le mettre en confiance, de se mettre à sa portée.

Mais en fait y arrivera-t-il souvent ? L'enfant vient à l'Office d'Orientation accompagné de ses parents. La plupart du temps, il accomplit là une corvée. Il a entendu ses parents discuter de son avenir : le mettra-t-on à telle école professionnelle, l'enverra-t-on faire son apprentissage ? Intervenaient alors les questions de gain ou d'amour-propre, l'exemple donné par tel ou tel camarade. Ses parents perplexes décidaient d'aller à l'Office d'Orientation (nous parlons évidemment ici de la période antérieure à l'orientation obligatoire créée par le décret-loi du 24 mai 1938). Impressionné par le mot « examen d'orientation professionnelle », l'enfant a plus ou moins peur. Il est conduit près d'un « monsieur » ou d'une « dame » qui sont pour lui des inconnus. Malgré les efforts de l'orienteur pour susciter chez le consultant une sympathie confiante, l'enfant devant cet étranger hésitera à révéler ses ambitions, ses rêves. Il faut à l'enfant quelqu'un qu'il connaisse bien, qui lui ait souvent donné des preuves d'intérêt, de compréhension et d'affection pour qu'il livre ainsi ce qu'il considère comme ses « secrets ». Il a pu les révéler à ses parents qui se sont moqués de lui, s'ils n'ont su le comprendre, ou ont vu tous les obstacles à la réalisation de cette vocation et n'ont pas cherché les moyens qui pourraient aider leur enfant à se réaliser. Celui-ci s'est replié sur lui-même et n'a plus parlé de ses désirs à personne, sauf peut-être à son maître s'il a confiance en celui-ci, s'il sent chez lui la compréhension qu'il n'a pu trouver dans sa famille. Les consultations à l'Office d'Orientation Professionnelle sont

trop brèves pour qu'il soit possible aux orienteurs de susciter des vocations, de diriger définitivement les consultants vers telle ou telle catégorie de professions. Il faut des soins minutieux et attentifs qui demandent initiative et dévouement, pour conseiller des enfants : l'étude des enfants et surtout des carnets médicaux et des fiches scolaires qui les analysent, pratiquée par les assistantes et les psychotechniciens, semblent bien être dépourvue du dévouement nécessaire à cette tâche, sans qu'il faille en rendre responsables orienteurs et orienteuses.

L'Office d'Orientation Professionnelle de la Chambre de Commerce de Paris suit une autre méthode. Chaque enfant fait des stages successifs d'environ trois semaines dans des ateliers où il exécute des opérations se rattachant à chacune des diverses professions qu'il pourrait embrasser. A chacun de ces stages, une note détaillée est donnée par le chef d'atelier sur les aptitudes de l'enfant pour la profession considérée. Sans négliger les renseignements qui peuvent être donnés par l'examen psychotechnique, c'est surtout d'après l'ensemble de ces notes que les orienteurs déterminent les aptitudes de l'enfant et les conseils à lui donner. Sans doute, on réduit l'aléa inhérent au recours à des procédés abstraits. Mais il est à craindre que ce procédé empirique n'offre pas non plus une absolue sécurité. Dans certaines professions, il faudrait plus de trois semaines pour que l'enfant puisse accéder à des tâches suffisamment spécialisées pour qu'il soit possible d'apprécier ses aptitudes.

Quelle que soit d'ailleurs sa valeur technique, la méthode d'orientation professionnelle suivie par la Chambre de Commerce de Paris a l'inconvénient d'exiger un examen prolongé pendant plusieurs mois et d'entraîner des frais de premier établissement et de fonctionnement élevés, ce qui n'en permet pas la généralisation.

Certains organismes d'orientation professionnelle ont voulu se contenter d'éclairer l'enfant, de l'aider à choisir, mais en lui laissant toute sa responsabilité. C'est ainsi que la Chambre des Métiers de la Gironde et du Sud-Ouest estime suffisant de remettre à l'enfant un questionnaire détaillé et des monographies de professions établies sur un plan uniforme qui est aussi celui du questionnaire, laissant à l'enfant le soin de confronter ses aptitudes avec les exigences des professions qui peuvent le tenter. Voici comment l'Office de Bordeaux justifie sa méthode :

« Chez nous, un conseiller de vocation ne doit pas orienter l'enfant, mais éclairer sa famille pour qu'il s'oriente avec le consentement de ses parents. »

De même, dans un rapport de 1935-1936 du Service d'Orientation Professionnelle de la Caisse de Compensation de la Région Parisienne, le rapporteur constate « que l'orientation professionnelle demande de la part de ceux qui s'y consacrent un effort de continuité, qu'elle ne peut être entièrement et définitivement résolue par quelques heures d'examen, qu'elle est une tâche de longue haleine et qu'elle doit se prolonger dans la vie de l'adolescent bien au delà de la consultation proprement dite. Cette conti-

nuité nécessaire à une bonne orientation ne peut être organisée que par un service d'orientation professionnelle fonctionnant dans le cadre d'une organisation de travail social suffisamment équipée ».

Dans son congrès de 1939, l'Association Générale des Orienteurs de France a consacré une partie de son programme à la continuité de l'orientation professionnelle. Les congressistes ont été d'accord pour affirmer que l'intervention répétée continue de l'orienteur pouvait donner plus de patience, de persévérance à l'enfant. A se sentir guidé, encouragé, soutenu, l'élève ou l'apprenti trouvera un puissant réconfort qui l'aidera à mener à bien sa formation générale et professionnelle.

Mais s'il est difficile de réaliser la continuité de l'orientation par les conseillers de vocation, il est quelqu'un qui suit l'enfant de près, c'est l'instituteur.

2° Le rôle de l'instituteur et de l'école.

L'instituteur est chargé d'établir la fiche scolaire qui est envoyée au Centre d'Orientation Professionnelle. En étudiant les méthodes d'orientation professionnelle dans la 2^e section, nous verrons ce qu'est la fiche scolaire, les observations qui y doivent être inscrites, l'utilisation qui en est faite et l'interprétation à en donner. Mais à côté de ce rôle passif d'observateur, l'instituteur a un rôle actif à jouer. Lui qui connaît ses élèves, qui suit l'évolution de leur intelligence, qui peut déceler les points importants

du caractère de chacun des enfants, il peut rechercher les natures qui lui paraissent intéressantes. S'il sent naître des vocations, s'il constate chez certains de l'énergie, du désintéressement, un certain idéalisme pratique, il se doit de les encourager, de les aider à se mieux connaître. Le maître doit former chez l'enfant un état d'esprit qui aura pour conséquence, plus tard, le respect de tout travail quel qu'il soit, le besoin de bien faire. Les instituteurs doivent former les enfants non pas seulement vers les livres, mais surtout vers la vie. Les visites d'usine, les séances de cinéma, jusqu'à maintenant du domaine de l'Office d'Orientation Professionnelle, sont passées dans le domaine scolaire. Pour certaines carrières, il faudrait organiser des conférences faites par les praticiens de ces professions; ces causeries, après lesquelles les enfants pourraient questionner le conférencier, les renseigneraient sur l'intérêt, le milieu, les moyens d'accès, les chances de réussite dans ces métiers. Ayant été faites à l'école, en présence du maître, celui-ci pourrait suivre chez ses élèves les traces laissées par ces conférences, rectifier les erreurs d'interprétation possibles. Connaissant souvent les moyens financiers des familles de ses élèves, l'instituteur pourrait, s'il voyait naître une vocation pour laquelle des études coûteuses sont nécessaires et non en rapport avec les ressources familiales, soit canaliser cette bonne volonté vers une autre direction, soit, s'il a affaire à un sujet particulièrement intéressant et autorisant les plus grands espoirs, conseiller aux parents de faire des sacrifices et appuyer

leurs démarches en vue de l'obtention de certaines bourses.

Mais tous les efforts et le dévouement de l'instituteur et de l'orienteur seront vains, si les parents ne savent pas comprendre leur rôle.

3° Le rôle de la famille.

Dans une société idéale, il n'y aurait pas de place pour l'orientation professionnelle. C'est seulement en raison de la complexité du monde moderne, du monde du travail, qu'il est nécessaire que les parents soient aidés dans le choix d'une profession pour leurs enfants. Les parents ne peuvent évidemment pas connaître toutes les carrières, leurs conditions d'accès, leurs débouchés, etc... L'orientation professionnelle doit borner son ambition à l'obligation où sont toutes les familles de venir prendre une consultation d'orientation professionnelle. Ni les familles, ni les employeurs ne sont tenus de suivre les indications données par le Centre, indications portées sur le certificat d'examen d'orientation professionnelle; le décret du 24 mai 1938 ne rend obligatoire que la possession de ce certificat.

Lors de l'élaboration du projet de loi sur l'Orientation Professionnelle, le Conseil National Economique étudiait le même problème et il eut par suite à se prononcer sur les dispositions essentielles de ce projet. Dans les conclusions adoptées dans sa session des 28 et 29 mars 1938, il insista sur la nécessité du respect de la liberté individuelle, en particulier :

« a) La liberté des familles de s'adresser à l'organisme d'orientation professionnelle de leur choix et d'aiguiller leurs enfants vers toute carrière où leur entrée n'offrirait pas un danger pour la santé publique;

« b) La liberté pour l'enfant d'adopter la carrière de son choix, en particulier sans que les contre-indications médicales aient un caractère impératif, sauf le cas de péril pour sa santé ou la santé publique » (1).

Au Congrès national d'Orientation Professionnelle de 1939, M. Menessier, vice-président de l'Association Générale des Orienteurs de France, disait : « L'obligation d'une consultation imposée à la famille n'altère en rien son droit de décision; notre œuvre est toute de persuasion, elle doit créer chez les parents une attitude sympathique. » Et il ajoutait : « et si certains (parents) refusent de se laisser convaincre, les uns persuadés de l'excellence de leurs raisons, les autres poussés par des motifs moins avouables, devons-nous demander qu'on légifère pour quelques-uns afin de donner à l'orientation professionnelle le pouvoir de plier la volonté des pères et mères de famille, au risque certain de s'aliéner les cœurs ? ». Assurément, il faut respecter la liberté des familles. Les orienteurs ne doivent donner que des conseils et ceux-ci ne doivent jamais tour-

(1) Conclusions adoptées par le Conseil National Economique à la suite du rapport de MM. Ingrand et Celier sur le problème de l'apprentissage dans les professions industrielles et commerciales, session des 28 et 29 mars 1938. *Journal Officiel*, annexe 15 avril 1938, Conseil National Economique, page 631.

ner à la contrainte. Du reste, comme nous le voyions plus haut, ils s'en défendent tous théoriquement. Seulement, quand on en vient aux textes, on s'aperçoit que malgré la volonté des hommes, il y a une force, un germe de contrainte qui risque de se développer, chaque fois que l'on organise des conseils, non plus donnés par un égal, par un ami, mais donnés au nom de l'Etat. Dans le décret-loi du 24 mai 1938, aucun enfant ne peut être employé en apprentissage s'il ne fournit un certificat d'examen d'orientation professionnelle. Si c'est dans l'intérêt de la santé de l'enfant, c'est parfait; mais si le certificat comporte une contre-indication formelle, mais non physique et que le jeune homme se sente la vocation du métier pour lequel l'orienteur l'a déclaré peu fait, il serait abusif de le contraindre à s'incliner ainsi que sa famille devant la décision de l'orienteur. Une volonté forte, un goût soutenu peuvent venir à bout de beaucoup d'obstacles; et seuls, les parents peuvent savoir si leur enfant est capable d'un effort continu pour atteindre le but qu'il s'est fixé. D'ailleurs cette volonté tenace dont doit être pourvu tout enfant ambitieux, doit être l'apanage des parents qui remplissent dignement leur rôle d'éducateurs. L'exemple des parents, leur exactitude au travail, leur paresse ou leur négligence, leur amour éclairé ou aveugle, feront de leurs enfants des êtres énergiques et droits ou des individus lâches et faibles.

Mais s'il semble bien que, d'une façon générale, la volonté des familles doive être respectée, il est des cas où

une obligation d'obéir aux conseils de l'orienteur ne serait pas regrettable. Bon nombre de parents, surtout à notre époque, ne comprennent pas l'intérêt de leurs enfants, le comprennent mal ou n'y songent pas et ne voient que leur propre avantage pécunier qui est en jeu. Il y aurait là, une véritable éducation des parents à faire; plutôt que de les décharger de leurs responsabilités sur des fonctionnaires irresponsables, il faudrait leur faire comprendre leur rôle et leur apprendre à le remplir. Comme nous le disions au début de cette étude du rôle de la famille, il est impossible que des parents connaissent toutes les professions qui s'offrent à leurs enfants au sortir de l'école. C'est pourquoi, la création des offices d'orientation avec la documentation qu'ils possèdent sur les activités régionales, est très utile. Dans la mesure où il n'y a pas atteinte à la liberté des familles, l'étude des aptitudes physiques et intellectuelles des enfants peut également être d'un grand secours au moment du choix par l'enfant conseillé par les siens. Mais à l'inverse, les parents peuvent préparer de longue date l'orientation professionnelle de leurs enfants en suivant ceux-ci dans leur développement intellectuel et physique, en utilisant les renseignements puisés auprès des maîtres successifs et auprès de leur propre médecin.

4° Le rôle du médecin.

La collaboration du médecin avec l'enfant et la famille sera aidée par les visiteuses sociales et le personnel ensei-

gnant. Le médecin est d'abord un contre-indicateur; il doit intervenir au moment de l'orientation, à la sortie de l'école et dans les premiers temps du début du métier ou de l'apprentissage. Ou plutôt, il doit suivre l'enfant pendant la scolarité, préalablement à la sortie de l'école. Il lui faut rechercher les antécédents personnels de l'enfant, puis son état physique actuel, ses habitudes d'hygiène personnelle et familiale, ses prédispositions héréditaires ou acquises. Des examens ultérieurs étudieront l'évolution des symptômes déjà notés, sous l'influence soit de la croissance, soit du travail ou du milieu professionnel. Le rôle du médecin est absolument incontestable; il est le seul parmi les collaborateurs de l'orientation professionnelle qui puisse donner des consignes absolues. Quand le sujet est victime de tares ou dépourvu des qualités qui sont, les premières tout à fait dangereuses, les secondes tout à fait nécessaires, le médecin édictera des interdictions catégoriques.

Section II. — Les méthodes en Orientation professionnelle.

Pour réaliser la parfaite adaptation de l'homme à la fonction, il faut connaître l'individu, la profession et le marché du travail. Nous allons étudier d'une façon toute particulière les méthodes employées dans la connaissance de l'individu et nous verrons si ces méthodes nous paraissent satisfaisantes et aptes au recrutement des élites. Les

moyens de documentation concernant les professions et le marché du travail ne seront étudiés qu'à titre documentaire.

1° La connaissance de l'individu, éléments sur lesquels elle porte : la personnalité d'un individu est composée de nombreuses prédispositions :

- a) Aptitudes et inaptitudes proprement physiques.
- b) Aptitudes et inaptitudes psychosensorielles et psychomotrices.
- c) Aptitudes et inaptitudes intellectuelles.
- d) Vocation présumée.
- e) Educabilité.
- f) Fatigabilité.
- g) Aptitudes esthétiques.
- h) Prédispositions sentimentales : qualités et défauts de caractère.
- i) Qualités morales.
- j) Dispositions sociales.

Il y a des compensations entre les fonctions; l'absence ou la médiocrité de certaines peut devenir une stimulation pour d'autres. Pour bien orienter un enfant, il faut aboutir à une connaissance totale de sa personnalité et déceler les incompatibilités entre les intérêts manifestés par l'enfant et ses aptitudes réelles. Deux méthodes sont pratiquées dans la recherche des prédispositions des enfants; la méthode scientifique, se basant sur l'expérimentation, et la méthode empirique, se basant sur l'observation.

La **première**, la méthode scientifique, a d'abord été utilisée pour la recherche des caractères physiques, des aptitudes psychosensorielles, de la fatigabilité, des aptitudes psycho-techniques.

Par les examens médico-physiologiques, il s'agit plutôt de diagnostiquer les déficiences physiques que les qualités. Un examen clinique systématique peut poser certaines contre-indications; exemple : l'examen anthropométrique peut déceler une chétivité sans lésion organique, imposant un travail moyen d'atelier ou de bureau; l'examen du système nerveux est très important : à un épileptique, on interdira l'exercice des services de sécurité et de contact avec le public, ainsi que les métiers périlleux (couvreur, chauffeur de machines, etc...).

Parmi les épreuves psycho-techniques, nous pouvons citer :

— L'épreuve de sensibilité tactile, qui consiste, après avoir palpé l'épaisseur étalon d'une règle, à retrouver sur une autre règle d'épaisseur variée, la place où elle est égale à celle de l'étalon;

— L'épreuve de sensibilité kinesthésique : il faut placer les yeux fermés, deux poids égaux équilibrant les bras de levier aux mêmes niveaux de deux règles graduées.

Les épreuves d'aptitudes techniques comportant des tests d'assemblages mécaniques; les épreuves psycho-motrices comprennent, entre autres, l'étude du temps de réaction visuelle ou auditive.

Cette méthode des tests pratiquée pour l'examen des

aptitudes techniques a été adaptée également à la recherche des aptitudes mentales. La structure psychique de l'individu sera atteinte non du dedans par l'introspection, mais du dehors par les gestes et les actes. Binet et ses collaborateurs songèrent que cette méthode des tests avait une portée générale et permettrait d'évaluer l'intelligence comme telle, indépendamment des connaissances acquises. Les tests permettent de classer les enfants dans un très grand milieu, contrairement à l'épreuve de la composition à l'école qui les place parmi un petit nombre. Le test fait abstraction du fait qu'un enfant soit bon élève ou ait bien travaillé; il sert à montrer si l'enfant a du bon sens, de la compréhension. L'élite étant douée d'une supériorité personnelle et acquise par rapport à la masse, la recherche de l'intelligence ou plus exactement l'appréciation de sa qualité doit être l'objet des soins tout particulièrement attentifs des orienteurs lors de l'examen des enfants.

Il faut distinguer d'abord l'intelligence globale de l'intelligence intégrale. L'intelligence globale représente le développement de l'ensemble des fonctions mentales d'un individu. Pour fixer quantitativement ce développement, on explore un ensemble de fonctions mentales, même celles qui ne sont pas strictement intellectuelles, comme l'attention, la sensibilité. On arrive ainsi à déterminer, comme l'ont fait Binet et Simon, un âge ou niveau mental dont le rapport avec l'âge réel du sujet donne son quotient intellectuel, sorte d'aptitude mentale générale moyenne.

L'intelligence intégrale revêt deux formes générales :

la compréhension et l'invention et c'est ce qui différencie l'intelligence des individus; chez les uns prédomine le génie inventif, les autres sont plus compréhensifs.

Les types d'intelligence que l'orienteur a à déceler sont divers : certains individus exercent leur intelligence sur les choses, d'autres sur les individus, d'autres encore sont doués pour les sciences expérimentales, pour les mathématiques. La constatation chez un enfant de l'une de ces formes d'intelligence permet à l'orienteur de le diriger vers les fonctions où celle-ci trouvera le mieux à s'employer. Les divers métiers ne nécessitant pas des formes d'intelligence identiques, les examens d'intelligence doivent comporter des problèmes assez variés pour permettre de discerner chez un sujet quelles sont les diverses formes de son intelligence.

Les tests ont l'avantage d'aider à juger de la valeur d'un individu sans que celui-ci ait été soumis pendant un certain temps à un système d'enseignement; ils mettent en évidence plutôt les capacités à acquérir et à réaliser que les acquisitions et les réalisations elles-mêmes, pouvant ainsi s'appliquer à des sujets quelconques, sans tenir compte des méthodes d'enseignement suivies.

Il existe deux catégories de tests : les tests collectifs et les tests individuels. Le test collectif a l'avantage d'examiner en peu de temps un grand nombre d'enfants, mais il ne permet pas d'observer d'autres réactions que celles consignées sur les feuilles d'examen et il désavantage les enfants lents. Il faut qu'il soit complété par le test indivi-

duel : celui-ci permet de juger des réactions émotives des sujets aux questions, de l'attitude, des troubles du mouvement, des jeux de la physionomie, de l'attention, de la suggestibilité.

Par l'examen du niveau mental, on apprécie un degré de développement. D'après les auteurs, un enfant a l'intelligence de l'âge dont il accomplit tous les tests. On exprime ainsi l'intelligence de l'enfant par un quotient représentant la relation entre l'âge mental et l'âge chronologique du sujet. Grâce à ces tests étalons de l'intelligence, l'orienteur peut savoir si un enfant a l'intelligence de son âge, s'il est avancé ou s'il est en retard, si ses activités psychiques ont la valeur caractéristique de son âge.

Les tests de performance visent la mesure de l'intelligence pratique, celle qui met l'esprit aux prises avec les réalités matérielles de la vie. Ils consistent en manipulations, constructions mécaniques, réalisations pratiques, exigeant le maniement d'un matériel concret, sans l'intervention du langage. On voit tout de suite l'intérêt que présentent ces tests pour examiner un garçon qui se destine à un métier mécanique.

Beaucoup de tests qui ne sont pas spécifiquement des tests d'intelligence, peuvent cependant le devenir partiellement en indiquant, par exemple, la méthode de travail d'un sujet, sa manière de rechercher comment il retiendra le mieux possible une épreuve de mémoire, son attitude pour un test manuel. Toutes ces recherches intérieures guidées par la réflexion sont des actes d'intelligence. Nous

voyons, par la diversité de ces tests, à quel point ils sont variés et combien il faut tâtonner pour trouver ceux qui mettent le mieux en relief les dispositions du sujet.

L'aptitude à une profession et l'éducabilité dans cette profession sont deux choses très différentes. Un sujet peut présenter toutes les aptitudes requises, décelées par l'examen d'orientation professionnelle et se révéler à l'expérience incapable de profiter de l'enseignement technique qui lui est donné. Il faut donc que l'orienteur se livre à l'examen de l'éducabilité de l'enfant, par un test de rapidité et de grandeur des progrès. Négliger l'éducabilité, c'est risquer soit d'interdire une profession où la réussite doit dépasser la normale, soit d'encourager un talent sans solidité ni résistance.

Il existe également des tests de caractère : ceux-ci sont, en général, faits à l'insu du sujet, car on ne peut évidemment pas le prévenir qu'on va examiner s'il est tricheur, s'il est persévérant dans son travail, etc... Mais, d'une façon générale, il n'existe pas de tests permettant la recherche des aptitudes sentimentales et esthétiques, des qualités morales ou sociales. Il n'y a donc pas de moyens scientifiques permettant de voir si un enfant est généreux, s'il a du caractère, s'il est énergique, toutes qualités indispensables à un futur être d'élite.

En orientation, il convient d'attacher beaucoup d'importance aux qualités, telles que la bienveillance, la volonté. D'autre part, le rendement d'une faculté mentale présente des fluctuations d'intensité dans la même période, des

variations dues à l'influence des facteurs psychiques ou physiques. La capacité professionnelle future de l'individu n'est pas entièrement contenue dans ses différentes aptitudes à un âge donné. Il faudrait, pour connaître la valeur pronostique des tests, connaître la personnalité entière de l'individu et son évolution. Par ailleurs, la psychotechnique néglige le milieu où évolue le sujet et qui peut avoir une grande influence sur son développement futur. La personnalité est trop riche et trop complexe pour pouvoir être décelée entièrement par l'emploi des tests. Les qualités les plus profondes, les plus originales, les plus fécondes ne se révèlent souvent que de façon tardive; il faut laisser beaucoup de souplesse et de latitude au développement toujours imprévisible des enfants. « On peut mesurer l'intelligence à l'aide de techniques appropriées. Ces mesures s'adressent à une forme conventionnelle, schématisée de cette fonction. Elles ne donnent qu'une notion incomplète de la valeur intellectuelle des êtres humains », écrit A. Carrel, dans « L'Homme, cet inconnu » (1). Plus on s'élève au-dessus des métiers purement manuels, plus la psychométrie a chance de se tromper, parce que le nombre des aptitudes mises en jeu dans la profession s'accroît et qu'interviennent des facteurs de moins en moins mesurables. Pour savoir si quelqu'un est capable de porter des fardeaux, un bon examen médical et des mesures au dyna-

(1) Alexis Carrel, *L'Homme, cet Inconnu*, page 141.

momètre suffisent. Une méthode analogue est déjà beaucoup plus incertaine s'il s'agit de recruter des typographes. Elle est pratiquement inutilisable dans l'appréciation des aptitudes mathématiques ou littéraires.

« Une aptitude », dit M. Pozzo di Borgo (2), « n'est objet ni de constatation expérimentale, ni de prévision scientifique. C'est l'annonce de quelque chose qui sera, mais non fatalement, qui exigera peut-être le concours de la volonté humaine ». Le choix d'une profession et la réussite dans celle-ci supposent d'autres facteurs que les facteurs physiques ou intellectuels, les seuls qu'on recherche et qu'on puisse à peu près rechercher. Les éléments affectifs et volontaires jouent très puissamment.

C'est par la **deuxième** méthode, la méthode empirique, qui est faite d'observation, qu'on peut essayer de compléter la précédente en facilitant la recherche de ces éléments affectifs et volontaires.

Dans la méthode empirique, on procède à la réunion de renseignements sur le même individu, fournis par lui, par la famille, l'école et le médecin. L'orienteur questionne l'enfant sur ses désirs, ses goûts dont il vérifie l'origine. La famille peut préciser quel est le caractère, le comportement et les goûts du sujet, et accessoirement mais non inutilement, quels sont ses moyens financiers. Le directeur d'école indique les difficultés rencontrées par l'élève,

(2) Pozzo di Borgo. Notes sur le problème de la sélection, Cahiers du Cercle Fustel de Coulanges, juillet 1932, p. 84.

ses aptitudes particulières. Les éducateurs peuvent même, mieux que les parents, donner d'utiles indications sur le caractère des enfants qui leur sont confiés. Ils voient l'enfant dans sa liberté, dans les jeux, dans ses rapports avec ses maîtres et ses camarades. Ils ont donc tous les éléments nécessaires à l'appréciation de son caractère, et c'est le caractère qui a le plus d'importance dans l'orientation et dans la vie.

Avec les renseignements fournis par l'emploi de ces deux méthodes, l'orienteur a en mains une étude aussi complète que possible du sujet à diriger. Il s'agit maintenant de connaître les professions vers lesquelles semblent le destiner ses diverses aptitudes.

2° La connaissance de la profession et du milieu professionnel :

Il faut aux orienteurs des études sur toutes les professions. Celles-ci se présentent sous la forme de monographies établies objectivement par recoupement de renseignements. Elles doivent comporter l'indication des qualités physiques, intellectuelles et morales requises, les avantages et les inconvénients des diverses carrières, les rapports entre la vie professionnelle et la vie privée, l'utilité sociale de chacune d'elles.

L'analyse monographique du métier vise à dégager les aptitudes de toutes espèces nécessaires à son exercice. On peut soit considérer la profession en elle-même et la décomposer en ses éléments, soit faire un examen psycho-

technique des sujets qui réussissent le mieux dans la profession. La première méthode est préférable dans les professions manœuvrières, la deuxième dans les professions commerciales et administratives.

De la connaissance du milieu professionnel dépend la détermination des qualités de caractère, des qualités morales et sociales utiles à l'exercice de la profession. Certaines caractéristiques tiennent à la nature des opérations effectuées, d'autres aux habitudes prédominantes dans la région. Le genre de vie qu'on mène dans la profession (répartition des heures de travail, organisation technique du travail) est intéressant du point de vue de la santé du sujet, comme de sa satisfaction morale.

Il faut également à l'orienteur des renseignements précis et détaillés sur les moyens d'accès aux différentes professions; ce sont : 1° les écoles qui y préparent, 2° les frais que ces études nécessitent, 3° la durée de ces études ou de l'apprentissage ou des stages à accomplir.

Le conseiller d'orientation, bien loin de fixer son attention sur les spécialités professionnelles qui constituent les ramifications les plus lointaines d'un « groupe » de métiers, doit s'efforcer au contraire de discerner les lignes centrales autour desquelles les spécialités se développent en séries variées d'éventails successifs. La spécialisation finale ne peut intervenir au début de l'orientation. Elle est un effet de la continuité de cette dernière qui doit s'exercer au cours de l'apprentissage. Une telle précision serait non seulement contraire au bien de l'enfant, qui lorsqu'il con-

sulte est encore dans le « devenir » et ne fournit pas les moyens d'une affirmation nette des ressources de sa personnalité, mais elle dépasserait les données de l'examen et ne pourrait être qu'arbitraire.

3° La connaissance du marché du travail :

On ne peut faire de l'orientation professionnelle pratique sans tenir compte des possibilités d'emploi des enfants à orienter. Or, s'il est possible de connaître la situation passée et présente, il l'est moins de celle du futur.

D'où de grandes difficultés pour le conseiller d'orientation à une époque où le marché du travail subit des fluctuations énormes. Les professionnels connaissent encore mieux que personne, les débauchés possibles; ils les connaissent mieux que l'orienteur qui n'est qu'un fonctionnaire. C'est pourquoi des professionnels font partie de chaque commission d'orientation professionnelle. De cette difficulté à prévoir les possibilités de placement des enfants, il convient de retenir qu'il ne faut pas chercher à spécialiser à l'excès, mais bien plutôt préparer l'enfance à une activité féconde, par une compétence technique et des qualités intellectuelles et morales étendues.

Section III. — Les résultats obtenus en Orientation Professionnelle.

Le Service d'Orientation professionnelle de la Caisse de Compensation de la Région Parisienne observe que le pour-

centage des contre-indications d'aptitudes (intelligence générale, adresse manuelle) est le double des indications médicales. Les indications d'aptitudes ne sont pas toujours négatives, elles peuvent être positives, c'est-à-dire que le métier ou la profession finalement conseillé sera plus difficile et exigera des aptitudes supérieures à celles qui correspondaient au métier choisi préalablement par l'enfant.

Pour pouvoir apprécier équitablement les résultats de l'orientation professionnelle, il faudrait connaître comment se sont adaptés les enfants orientés et les succès ou les échecs qu'ont rencontrés dans leur apprentissage ou leur placement, les adolescents qui ont suivi les conseils donnés et ceux qui ne les ont pas suivis. L'Office d'orientation de Nantes a recherché ce qu'étaient devenus, au bout de trois ans, 600 enfants dont la moitié avaient été orientés par ses soins tandis que, pour l'autre moitié, les familles les avaient placés à l'aventure. Parmi les orientés, 274 enfants sur 300 continuaient à exercer la profession qui leur avait été conseillée, tandis que dans le second groupe, 201 avaient déjà changé plusieurs fois de carrière. Même à supposer que la statistique soit un peu sollicitée, elle est intéressante et utile. Elle est à rapprocher d'une autre, intéressante également, qui indique que des enfants conseillés par l'Office d'Orientation professionnelle de Nice, 18 p. 100 seulement manifestaient le désir de suivre le métier paternel. Alors qu'autrefois, l'hérédité de la profession enlevait toute hésitation à l'enfant, aujourd'hui le fait démocratique et égalitaire est précisément ce qui a

rendu plus sensible le besoin de faire apparaître des secours dits scientifiques, entre autres la méthode des tests. Quand on se prononce pour ou contre l'orientation professionnelle, on se prononce pour ou contre ces méthodes. En fait, c'est le métier qui doit juger le test. Un test est bon qui épargne aux parents et aux enfants des dépenses inutiles et des efforts sans résultats.

Une autre vérification des méthodes pratiquées en orientation professionnelle, résulte du contrôle que peut exercer l'industrie sur ces méthodes. Les industriels peuvent faire connaître aux offices d'orientation professionnelle dans quel sens se sont vérifiées leurs prévisions sur les aptitudes des apprentis examinés.

Des tests simples et d'un maniement aisé (Binet-Simon) rendent des services quand il s'agit de répartir de façon rapide et grossière, en quelques groupes provisoires, une grande masse d'hommes sur lesquels on n'a par ailleurs presque aucun renseignement.

A Berlin, en 1917, on imagina de confier à deux psychologues, Moede et Piorkowsky, le soin de détacher de la masse des candidats à un « gymnase » (6.000 pour 90 places) le « lot des intelligences d'élite ». Ils eurent uniquement recours à la méthode des tests créée par Binet-Simon, d'ailleurs enrichie et transposée. Le professeur Schönbeck, chargé d'une des classes constituées à la suite du diagnostic de Moede et Piorkowsky, affirma que sur 34 élèves, 10 avaient dû être exclus pour incapacité au bout d'un an. Sur 18 élèves annoncés comme bons, 8 se

sont révélés médiocres, 3 d'entre eux étaient inutilisables; par contre, parmi 9 candidats faibles à l'épreuve des tests, 2 ont fait de très bons élèves. En France, deux partisans des méthodes d'orientation professionnelle scientifique, MM. Lanfer et P. Boncour, prétendent que, convenablement appliquées, elles devraient écarter 85 à 80 p. 100 des enfants des métiers qu'ils désirent exercer. Mais d'autres, renversant ces proportions d'aptés et d'inaptés, ne font apparaître avec leurs méthodes, que 15 à 20 p. 100 de contre-indications. Le nouveau système n'est donc applicable que dans certaines limites, qui sont assez vite atteintes. Les expérimentateurs et les observateurs devront se garder de vouloir donner à leurs conseils trop de certitude. L'être humain est complexe et son évolution physiologique et psychologique est imprévisible; l'orientation professionnelle se propose de lui trouver une place dans un milieu qui est lui-même en transformation constante.

En fait, il existe une seule méthode d'orientation professionnelle : c'est celle de la collaboration entre les enfants, les familles, les médecins et les groupements professionnels. C'est celle que nous allons trouver à la base de l'orientation scolaire, étudiée dans la deuxième partie de ce chapitre.

DEUXIÈME PARTIE

ORGANISATION DE L'ORIENTATION SCOLAIRE ET DE L'ORIENTATION INTELLECTUELLE

L'organisation de l'orientation scolaire et de l'orientation intellectuelle a donné naissance à de multiples projets. Des spécialistes de l'orientation professionnelle ont exposé dans des revues, dans des congrès, leurs façons de concevoir l'orientation scolaire. Ces projets faisaient partie d'un vaste programme de réforme de l'enseignement, qui avait pour but d'unifier les divers enseignements primaire, secondaire et technique. Le projet définitif, dénommé « Projet Jean Zay », a été l'aboutissement des diverses propositions relatives à la réforme de l'enseignement. Il n'a pas fait l'objet d'une loi, mais la question de l'orientation scolaire et de l'institution des classes d'orientation qui nous intéresse plus spécialement ici, a été réglée non définitivement d'ailleurs, par un arrêté en date du 22 mai 1937 et une circulaire du 31 mai 1937.

Nous nous proposons donc, dans cette deuxième partie, d'étudier successivement : dans une première section, les

projets antérieurs à l'arrêté du 22 mai 1937, puis, dans une deuxième section, l'organisation des classes d'orientation aménagées par cet arrêté, les critiques suscitées par cette institution, la façon dont elle a été établie et ses résultats. Enfin, nous consacrerons une troisième section à l'orientation des intellectuels vers les professions libérales et les fonctions de l'État, c'est-à-dire à l'orientation des étudiants munis du baccalauréat.

Section I. — Projets antérieurs à l'arrêté du 22 mai 1937.

Dans la revue « Politique », M. Bastiannelli, en 1931 (1), consacrait plusieurs articles à la réforme générale de l'enseignement. « Education et instruction sont inséparables », écrivait-il, « et la fonction de l'enseignement apparaît dès lors comme double, morale et sociale à la fois.

A l'égard de l'enfant, l'enseignement a pour objet de le former au sens le plus complet du mot ou, plus exactement de favoriser sa formation : il doit lui permettre de cultiver ses dons, de remplir sa destinée aussi bien morale que professionnelle, de développer sa personnalité. La préparation des enfants à leurs tâches futures, comporte nécessairement trois grandes divisions ou « directions » :

(1) M. Bastiannelli. Pour une réforme générale de l'Enseignement « Politique », 15 mai 1930, p. 391 et suivantes,

1° Un enseignement général élémentaire, mettant la masse en possession des connaissances indispensables et formant son jugement en tout état de cause (quelle que doive être sa formation ultérieure);

2° Un enseignement destiné à fournir, par une culture véritable, mais de types variés, les cadres généraux de la nation, et à préparer l'accession des plus dignes selon leurs aptitudes, leur vocation propre, et leur cadre familial (car il faut bénéficier de l'acquis) à une culture supérieure;

3° Un enseignement supérieur aussi diversifié que possible, mais où la spécialisation doit s'appuyer sur une solide culture générale, ce qui ne sera possible que si cette culture générale a été précédemment donnée aux bénéficiaires de l'enseignement supérieur. »

« Nous devons conclure », disait M. Bastiannelli, à la nécessité d'une école très diversifiée, très souple, d'un enseignement du deuxième degré qui reste en contact avec les réalités professionnelles auxquelles il prépare, qui ne s'attache pas à copier purement et simplement l'enseignement secondaire d'aujourd'hui, qui sache forger, enfin, ses méthodes propres. Il faut recruter, dégager des élites variées. Elles ne joueront utilement leur rôle social, que si elles ne perdent pas le contact du sol qu'elles ont à travailler; mais elles ne seront des élites que si elles dominent leur tâche. »

« La première réforme à envisager », continuait alors M. Bastiannelli, « c'est une large refonte de l'enseignement primaire, l'enseignement postscolaire étant remplacé par

la prolongation de la scolarité élémentaire jusqu'à 14 ans, avec institution d'écoles cantonales où l'enseignement serait plus directement professionnel et régional.

L'enseignement du deuxième degré doit assurer le recrutement des élites. Il doit comprendre à la fois l'enseignement secondaire proprement dit et les divers autres types d'enseignement visant à préparer les adolescents à des carrières pratiques. Il s'agit de vivifier ces enseignements en leur donnant une valeur de culture et de formation générale. »

M. Bastiannelli était ainsi conduit à exposer sa conception de l'orientation scolaire : établissement d'un concours national d'admission à l'enseignement du deuxième degré à l'âge de 11 ans. Ce concours comprendrait un examen de connaissances, une épreuve d'aptitudes par la méthode des tests, le tout complété par les renseignements fournis par le livret scolaire. L'examen de connaissances devrait être établi en vue de déceler des aptitudes plutôt que de vérifier la capacité de mémoire des élèves. Enfin la méthode des tests ne devrait servir qu'à fournir des indications sur certaines aptitudes exceptionnelles. « C'est la seule chose à laquelle elle soit apte; elle ne peut servir à éliminer des enfants », affirmait M. Bastiannelli. « De 12 à 15 ans, les enfants seraient peu spécialisés pour permettre la bifurcation. De 15 à 18 ans, la spécialisation serait plus marquée ». Ainsi organisée, l'orientation perd le caractère contraignant et factice qu'on lui attribue communément. Il ne s'agit ni d'orienter contre la volonté des parents, ni d'orienter une fois pour toutes. »

Dans une conférence faite à l'Institut Supérieur Ouvrier, M. Zoretti, secrétaire de la Fédération de l'Enseignement, étudiait la réforme de l'enseignement telle que la prévoyait le projet confédéral de 1933. Il n'était pas encore question de classes d'orientation, mais de « cycle » d'orientation, ce cycle durant trois ans : deux ans d'orientation et un an de recoupements et de vérifications. On voulait orienter la masse des enfants vers les différentes situations sociales et les différentes professions manuelles et intellectuelles, avec le souci d'atténuer les différences conventionnelles et hiérarchiques entre les carrières. Le cycle de base allait jusqu'à 11 ans et le cycle d'orientation de 11 à 14 ans. A cet âge, la sélection s'opérait, et les enfants étaient dirigés vers l'enseignement supérieur ou vers le travail manuel. L'enseignement de culture générale avait lieu de 14 à 18 ans, après quoi, on entrait dans le cycle des enseignements spécialisés.

Au congrès national d'Orientation Professionnelle de 1935, la question des rapports entre l'Orientation Professionnelle et les écoles des différents degrés fut inscrite à l'ordre du jour. On y étudia en premier lieu comment l'école primaire pourrait préparer l'orientation professionnelle : dès l'école maternelle, on commencerait à observer l'enfant. Jusqu'à 12 ans, les observations successives seraient consignées sur le livret scolaire d'orientation professionnelle. De l'ensemble, il serait possible de tirer quelques conclusions qui seraient confirmées ou infirmées par la suite, au cours du deuxième cycle, allant jusqu'à 14 ans.

L'enfant, de 11 à 14 ans, ferait des travaux manuels, ce qui donnerait lieu à de nombreuses observations. S'il y avait prolongation de la scolarité, une application de la méthode des tests serait possible. L'orientation serait alors une étude de longue haleine. Le carnet de santé pourrait faire partie du dossier d'orientation professionnelle; il contiendrait les observations médicales depuis le début de la scolarité.

L'orientation professionnelle à l'entrée et à la sortie du lycée et du collège fut ensuite discutée : les classes de sixième et de cinquième furent considérées comme des classes d'essai, d'initiation; à cette époque, interviendrait le conseil d'orientation, car à cet âge, 13 ou 14 ans, l'enfant peut retourner utilement dans un cours complémentaire. A l'entrée en seconde, il faudrait attirer l'attention des parents et les provoquer à faire intervenir les orienteurs. Des passerelles, des cours de mise au point seraient à instituer, pour l'utilisation des inaptes.

Nous arrivons ainsi à l'étude du projet de loi sur la réforme de l'enseignement déposé à la Chambre le 2 mars 1937 par M. Jean Zay. Il substitue la notion de degré à celle d'enseignement, pour coordonner et unifier l'enseignement public. Selon les termes de ce projet, le certificat d'études serait allégé et orienté vers la discrimination des aptitudes et il serait possible de le passer à 11 ans. La classe de sixième des lycées serait transformée en classe d'orientation. La répartition des élèves entre les sections serait faite « compte tenu du désir des familles et de l'in-

térêt général ». Dans ce même projet, il est proposé : 1° un aménagement des programmes destiné à permettre, en cours d'études, le passage des cours primaires complémentaires et même de l'enseignement post-scolaire, dans l'enseignement secondaire; 2° une refonte des programmes secondaires pour permettre les passages d'une section à l'autre en cours d'études, avec cours spéciaux de rattrapage.

Le titre II est spécialement consacré à l'orientation et à l'enseignement du second degré : la répartition des élèves entre les trois sections classique, moderne et technique est faite d'après le goût et les aptitudes décelées dans la classe d'orientation et éventuellement dans les classes suivantes. En vue de cette orientation, les organismes tels que le Bureau Universitaire de Statistique, les Offices d'Orientation professionnelle, rassembleront tous les renseignements utiles sur les carrières et les débouchés.

Les élèves ne peuvent passer d'une classe à l'autre ou être maintenus dans une section que si leurs aptitudes et les résultats qu'ils obtiennent le justifient.

Les méthodes de sélection ne sont pas prévues dans ce projet de loi. L'institution de la classe d'orientation a pour corollaire une refonte générale des programmes de l'enseignement secondaire : 1° par l'organisation en **deux cycles**, le premier de quatre ans, le deuxième de trois ans, la redistribution des élèves, entre les diverses sections, suivant les aptitudes dont ils ont fait preuve les années précédentes, est rendue possible à la fin du premier cycle. Mais cela présente des inconvénients pour la formation géné-

rale de l'enfant car, ou bien, dans les quatre premières années on étudie un ensemble de connaissances qu'on repassera les trois années suivantes, ou bien les programmes sont aménagés en fonction des élèves parcourant les sept années d'études secondaires : ceux qui quitteront après quatre ans n'auront qu'une vue incomplète de l'ensemble des connaissances.

2° L'institution des **passerelles** pour rectifier les erreurs d'orientation entraîne également des modifications profondes dans la structure actuelle des études secondaires. Le passage de l'enseignement classique à l'enseignement moderne serait facilité par l'égalité scientifique des programmes des sections : il y aurait là évidemment une cause de surmenage pour les élèves des sections classiques.

Pour ménager le passage entre l'enseignement secondaire et l'enseignement primaire supérieur ou l'enseignement technique, la méthode des passerelles établirait une formation générale analogue pour les trois enseignements, la spécialisation n'intervenant qu'à la fin du premier cycle. Les passages seraient ainsi facilités jusqu'à un âge élevé avec des cours spéciaux pour compléter.

En fait, cette organisation entraîne un nivellement par le bas, des cours spéciaux ne pouvait faire rattraper que des cours de mémoire, mais non des cours fondamentaux tels que le latin.

Ce projet donne naissance à de nombreuses critiques et nous allons voir les réactions qu'il a provoquées soit

dans la presse, soit chez les associations d'enseignement ou de parents d'élèves.

La Fédération Générale de l'Enseignement accueille ce projet avec une « réelle sympathie », mais « n'en considère pas moins que la question de la durée et de l'organisation du cycle d'orientation reste entière ».

M. Gossart, président du Syndicat National des Professeurs de Lycées, est favorable à l'idée d'orientation, à condition qu'elle soit continue, le certificat d'études devant être traité et aménagé comme un examen de passage. A son avis, il serait préférable d'instituer la classe d'orientation au niveau de la septième, de la sorte, elle pourrait être soumise au régime du maître unique, que par sa nature même elle paraît exiger. Des maîtres du deuxième degré pourraient être envoyés dans cette classe pour collaborer avec l'orienteur en fin d'année.

La Société des Professeurs de Français et de Langues anciennes de l'Enseignement Secondaire Public souhaite la coordination des enseignements, mais sans atteinte à la formation de l'esprit. Si l'on fait coïncider la classe d'orientation avec la sixième, il faut rendre le latin obligatoire. La réaction des élèves en face des premiers exercices d'une langue synthétique comme le latin est un élément indispensable si l'on veut savoir quels enfants sont plus particulièrement aptes à entrer dans la section classique.

La Fédération nationale des Associations de Parents d'élèves des lycées et collèges insiste sur la nécessité de laisser une liberté absolue en orientation aux familles qui

doivent garder leur place dans la formation spirituelle des enfants. Elle ne croit pas à la possibilité d'une orientation sur des enfants de 11 à 12 ans. Le Syndicat de l'Enseignement libre supérieur et technique a posé un questionnaire à ses adhérents. Les réponses sont variées : les tests des professionnels sont rejetés la plupart du temps avec ironie, quelquefois avec horreur. L'enseignement libre doit attendre les résultats de cette innovation.

La Faculté des Lettres de Bordeaux demande du latin dans la classe d'orientation, sinon les humanités se trouveraient écourtées d'un an.

L'Union Nationale des Membres de l'Enseignement public, dans le journal le « Temps », du 6 juillet 1937, s'élève contre toute orientation prématurée et contre tout ce qui pourrait tendre à diminuer les droits des familles au profit de l'Etat.

L'Union des Associations d'Anciens Elèves des Lycées et Collèges Français s'élève avec vigueur contre le principe de la classe d'orientation, comme étant impossible à réaliser à 11 ans, médicalement et intellectuellement.

Dans la presse, cette institution de la classe d'orientation fut vigoureusement attaquée. « Il s'agit beaucoup moins aujourd'hui », écrivait M. Maurecourt dans l'« Ami du Peuple », « de dépister des vocations que de créer des vocations et d'éviter de créer de fausses vocations comme celles que nous promet l'Ecole unique, véritable machine à tout faire sauter ».

« La prudence ordonne de surseoir à une expérience

qui s'annonce si mal », écrivait-on dans l' « Echo de Paris » du 2 mai 1937.

« Ces examens et ces tests ne peuvent donner que des directives souples, non pas des données impératives en tous domaines » (« Homme Libre », 11 mars 1937).

« Les parents, de concert avec leurs enfants, choisissent selon leurs convenances, leurs moyens, leurs traditions, leurs ambitions légitimes après tout. Et comme la nature produit surtout des complexions et des organisations moyennes, la plasticité de l'être humain se prête aux adaptations plus que ne le vont répétant les dessinateurs de l'échiquier social. D'autre part, les intelligences d'élite n'ont que faire d'orientation et les faibles ou déficientes ne passent pas au second degré » (« Le Temps »).

M. Bérard, dans l' « Intransigeant » du 3 mai 1937, écrivait : « L'idée d'orientation est bonne en elle-même. Or, on ne nous dit pas ce que sera cette classe d'orientation ? Y fera-t-on du latin ? Quelle méthode d'enseignement y sera-t-il adopté ? Quels seront les professeurs ? Quelles garanties donneront-ils ? Qui va l'emporter, l'intérêt de l'Etat ou le désir des familles ? Nous savons que ce projet répond avant tout aux vœux de la Fédération Nationale des Instituteurs, dépendance de la Confédération Générale du Travail : nous en sommes inquiets. L'orientation à 11 ans est une mauvaise chose qui risque de nuire à l'enseignement secondaire : méthode inconnue et incertaine. »

Nous pouvons constater que dans l'ensemble, l'opinion publique ne semblait pas très favorable à la création des classes d'orientation.

**Section II. --- Aménagement des classes d'orientation
par l'Arrêté du 22 mai 1937 et la circulaire du 31 mai 1937.**

**Critiques portées sur le principe de cette réforme
et résultats.**

La sixième A et B où les enfants entrent à 11 ans en moyenne, est instituée classe d'orientation. Il est établi pour chaque élève une fiche individuelle d'observation. A l'issue d'un trimestre d'enseignement commun, le Conseil de classe décide s'il y a lieu de répartir les élèves suivant les options, entre les trois types pédagogiques :

Etudes classiques : latin sans langues.

Etudes modernes : langues sans latin.

Etudes techniques : ni latin, ni langues.

Après une certaine période, 3 à 5 mois, les professeurs se réunissent, confrontent leurs observations sur les enfants et comparent les notes et les résultats obtenus par ces élèves dans les diverses matières de l'enseignement. Ce conseil de classe propose alors la répartition des enfants, conformément aux observations faites sur le travail, les goûts, les aptitudes. Sur les fiches scolaires, doivent être indiqués les notes obtenues, les renseignements sur le caractère, l'intelligence, la sensibilité de l'enfant.

Du point de vue pédagogique, les classes d'orientation présentent des inconvénients assez graves et certains, et ne sont susceptibles de fournir que des résultats assez

minces. La durée des études est diminuée, ce qui est facile à constater par la comparaison des horaires : en sixième, quinze heures et demie étaient consacrées aux études littéraires; dans la classe d'orientation, il n'y en a plus que dix, il en résulte une atteinte à la culture générale. Les élèves de la classe d'orientation ne recevront qu'une formation superficielle. Or, la culture générale suppose une lente imprégnation de l'esprit; les six années actuelles de latin sont un minimum irréductible. En contre-partie, la classe d'orientation permet-elle au moins de diagnostiquer avec quelque précision les aptitudes réelles de l'enfant ? Non, ce n'est pas à 11 ans que l'on peut orienter des enfants. D'autre part, la science des tests est trop fragile et ne permet pas d'apprécier les qualités de caractère. Même si elle triomphait de ces difficultés d'ordre psychologique, l'orientation se heurterait néanmoins à des obstacles insurmontables, parce qu'ils tiennent à l'évolution imprévisible de la physiologie du sujet entre l'âge de 10 et de 15 ans. Il y a des enfants qui primitivement paraissent médiocres et qui, après la puberté, arrivent à avoir une tout autre personnalité. Chez ceux qui sont intelligents, les aptitudes peuvent être très différentes de celles qui se révéleront plus tard. Le prince L. de Broglie, grand-prix Nobel pour les sciences, a été un littéraire jusqu'à 16 ans. Enfin, y a-t-il vraiment des aptitudes très différentes pour recevoir la culture sous la forme des humanités classiques ou sous celle des humanités modernes ?

« Que les examens doivent se rapprocher de certains

tests », écrit M. M. de Roux (1) dans les « Cahiers du Cercle Fustel de Coulanges », en septembre 1938, « qu'ils doivent permettre de connaître mieux ce que l'enfant peut tirer de son propre fond, plutôt que les connaissances qu'il a emmagasinées, rien de plus juste. Mais le jour où l'on aura abandonné ce premier test qui consiste à demander aux candidats s'ils connaissent le b-a ba des disciplines auxquelles ils ont été pliés, le jour où l'on remplacera cela par des exercices mentaux, les exercices mentaux que demande chaque professeur seront très vite connus dans les boîtes à tests, et l'on apprendra aux élèves à y répondre favorablement ». Jusqu'à l'heure actuelle, pour M. M. de Roux, il ne semble fondé que la connaissance des contre-indications physiques et inguérissables qui rendent dangereux l'exercice de telle ou telle profession.

La résistance au projet de loi J. Zay avait été si acharnée que l'orientation fut réduite à une simple expérience pour 1937-1938; on décida qu'on n'imposerait rien aux familles et on écarta les orienteurs professionnels. L'innovation résidait dans les épreuves psychologiques, dont on doit consigner les résultats sur des fiches individuelles. Tout le monde, le corps médical en tête, a admis le principe des observations sur la santé de l'enfant, qui doivent empêcher des erreurs graves pour le choix d'une profession.

Les observations furent faites sur le caractère, le tempé-

(1) M. M. de Roux, Le problème de l'Orientation scolaire. Cahiers du Cercle Fustel de Coulanges, septembre 1938, p. 14 et 15.

rament, les aptitudes intellectuelles des enfants : en règle générale, et exception faite de tests simples et relativement anodins, les professeurs se sont abstenus d'employer la méthode des tests, et ont eu recours aux devoirs et compositions. Les élèves furent astreints au régime de l'externat surveillé et il leur fut interdit de faire leurs devoirs à la maison, c'est dire que si l'on n'a pas appliqué la méthode des tests, on en a eu l'esprit, c'est-à-dire cet esprit un peu mesquin, qui consiste à être à l'affût, à surveiller la moindre réaction de l'élève. On a remarqué alors qu'il était dommage de supprimer tout travail à la maison : l'enfant perd sa vraie personnalité et l'habitude du travail personnel.

Ces mesures ont-elles permis de répartir harmonieusement entre les trois branches d'enseignement du deuxième degré les enfants les plus aptes à en profiter ? Les conclusions des expériences les mieux conduites ont été entièrement négatives en matière d'orientation proprement dite. On a remarqué qu'il existe des types d'intelligence plus abstraits et plus concrets — ce que l'on savait depuis longtemps — mais il a fallu constater que les enfants normalement doués peuvent fort bien exercer leurs différentes aptitudes dans les études classiques, modernes ou techniques. Non seulement, les jugements portés n'ont pas été différents de ce qu'ils auraient été dans les classes habituelles, mais la plupart des professeurs n'ont pas osé porter des sentences définitives, et cela ni au bout de trois mois, ni au bout de dix. Les cas sont très rares où

l'on a éliminé certains élèves de l'enseignement secondaire et ces élèves l'auraient sans doute été également d'une sixième ordinaire. En fait, devant l'impossibilité où l'on se trouvait de découvrir les bases irréfutables d'un conseil sérieux d'orientation, on a laissé les enfants poursuivre dans les voies secondaire, primaire supérieure ou technique que les familles avaient envisagées pour eux. C'est ce qui a permis de déclarer que nulle violence n'avait été faite aux parents.

M. Veillet-Lavallée (1), dans les Cahiers du Cercle Fustel de Coulanges, en octobre 1938, consacre un article à la Classe d'Orientation et essaie de voir comment se développera la réforme : « On peut supposer », dit-il, « que petit à petit les orienteurs prendront plus d'audace, qu'ils jugeront un élève de 12 ans, lui interdisant dès la sixième telle ou telle direction. Nous craignons également que ce service supplémentaire dont l'Etat assumera la charge, à la place des familles, parce qu'il sera anonyme et irresponsable, soit très mal assuré. Diriger son enfant, c'est lui faire une promesse d'avenir, c'est créer un lien entre lui et son père. Ce dernier fera, en effet, de son mieux pour lui procurer les moyens de parvenir à cette profession choisie et d'y réussir. De plus, le suivant depuis sa naissance, connaissant dans la plupart des cas son fils mieux que n'importe qui, il lui est facile de rectifier, au cours des

(1) M. Veillet-Lavallée, La Classe d'Orientation. Cahiers Cercle Fustel de Coulanges. Octobre 1938, p. 34 à 36.

années, ses erreurs de jugement, s'il en est. Il peut l'orienter vers une autre profession : il l'aidera toujours de ses conseils et de son appui matériel. L'Etat n'est pas à même de faire cela. On a pu dire que l'orientation se faisait à tout instant des sept années passées dans l'enseignement secondaire. Les responsabilités et la liberté du chef de famille ne doivent pas être amoindries. »

En présence de cet échec de l'institution des classes d'orientation, après deux années d'expérience, la Société des Agrégés et le Syndicat National des Professeurs ont réclamé dans leur dernier congrès, à Pâques 1939, la suppression pure et simple des classes d'orientation. Si l'on n'a pas réussi à répartir par l'expérience et l'observation scientifique les enfants en types classique, moderne ou technique, c'est que ces types sont trop artificiels pour répondre à la complexité des tempéraments.

Ayant ainsi terminé l'examen des tentatives d'orientation scolaire, nous allons étudier ce qui a été créé pour permettre l'orientation des jeunes bacheliers.

Section III. — L'Orientation Professionnelle des Intellectuels.

Faut-il opter pour une orientation positive des intellectuels, grosse de responsabilités, ou doit-on se borner à organiser des centres d'information et de documentation pour les récents bacheliers ?

Rien n'a encore été tenté pour discipliner l'anarchie intégrale qui règne en maîtresse à l'entrée des carrières libérales. Les théocraties avaient résolu cette question par le système des castes, l'ancien régime par les corporations. Il y a un danger bien plus grave à laisser se diriger, par exemple vers l'enseignement, un individu sans morale, de même que vers la médecine un sujet sans conscience, qu'à les destiner aux métiers manuels où leur action mal-faisante sera plus facilement limitée.

L'orientation professionnelle vers les carrières libérales et les fonctions de l'Etat auxquelles on accède par le moyen d'études universitaires doit, en effet, établir :

— d'abord, si l'intéressé possède bien les qualités normales requises pour l'exercice d'une profession libérale;

— ensuite, laquelle parmi les professions libérales lui convient le mieux.

Les aptitudes nécessaires à la réussite scolaire peuvent être tout à fait différentes de celles nécessaires à la réussite professionnelle. D'autre part, l'exercice d'une profession dépend d'un ensemble d'aptitudes, mais cet ensemble n'est peut-être pas fixe, des compensations sont possibles. Comment étudier le jeu de ces compensations avec assez de précision ?

En 1938, des recherches ont été entreprises dans un lycée de Paris, sur les élèves de première, de philosophie et de mathématiques. On a procédé à un examen d'ensemble sur les manifestations d'ordre intellectuel, par des

épreuves d'intelligence logique : compréhension, critique, invention, puis par des examens d'attention, de résistance à la fatigue, de mémoire abstraite, concrète.

Après comparaison de ces épreuves et des résultats en classe et au baccalauréat, on a constaté une certaine corrélation dans les cas extrêmes, mais de grandes différences dans les cas moyens. Ces premières expériences ne donnent que des résultats globaux peu précis quant à la détermination des aptitudes particulières et quant à leur mesure. Les épreuves de recherche du caractère sont difficiles, pour ne pas dire impossibles à trouver.

Reprenant les questions que nous nous posions au début de cette section, nous dirons qu'une orientation positive est trop difficile à réaliser et trop dangereuse dans ses conséquences. L'organisation de centres de documentation semble la mesure la plus rationnelle. Il s'agit non seulement de confronter les débouchés et les demandes, mais de donner aux parents, aux élèves, aux étudiants, les renseignements qu'ils ne trouvaient, jusqu'à présent, qu'au hasard des rencontres et des relations.

C'est dans ce but qu'a été institué le Bureau Universitaire de statistique. Le développement du marché du travail est évidemment difficile à prévoir d'une façon certaine. Aussi, il convient surtout d'attacher de l'importance à l'établissement des monographies des professions, où sont réunis des renseignements sur les caractéristiques de chaque carrière, ses conditions d'accès et les débouchés qu'elle ouvre, les aptitudes souhaitables pour un bon exer-

cice ainsi que diverses caractéristiques fonctionnelles sur le rôle social que la carrière permet de remplir.

Il importe de signaler particulièrement l'organisation dans deux lycées de Paris, de conférences professionnelles faites aux élèves des grandes classes pour qui la question du choix d'une carrière se pose tout spécialement. Ces conférences, qui portaient sur les carrières d'avocat, de médecin, d'ingénieur, sur celles de secrétaire, d'infirmière, etc..., furent faites généralement par des jeunes gens exerçant depuis peu leur profession, et qui vinrent exposer aux élèves, dans une atmosphère de simplicité et de cordialité, leurs observations personnelles, les joies et les désillusions qu'ils y trouvent, les aptitudes et les études nécessaires pour y parvenir, etc... Le résultat de ces conférences a été des plus satisfaisants, les élèves y assistèrent en grand nombre et marquèrent toujours un très grand intérêt.

A côté de cette institution officielle qu'est le Bureau Universitaire de Statistique existent des organisations privées, entre autres, le Centre familial de consultations et de documentation professionnelle. Il a été créé en 1936 et ouvert le 1^{er} mai de cette même année. Il est administré par un conseil de direction composé d'un délégué de chacune des associations fondatrices (groupements de membres de l'enseignement libre et de parents d'élèves) et par un comité technique composé de personnalités spécialisées dans les questions d'orientation professionnelle. Il a des ramifications en province. Peu favorable à l'idée d'aiguil-

lage automatique officiel, il s'est donné comme but de rendre service aux parents et aux étudiants voulant des renseignements sur les carrières libérales et les fonctions publiques accessibles aux bacheliers. Il comprend un service de consultations et un service de documentation.

Le service de consultations recherche si les aptitudes et la carrière choisie sont compatibles, et, s'il n'y a pas eu de choix antérieur à la consultation, il recherche la ou les professions les mieux adaptées aux possibilités de l'enfant. Pour cela, un dossier est composé qui comprend une feuille de renseignements scolaires, une de renseignements médicaux et un examen psychologique résultant d'une conversation. Un rapport confidentiel sur lequel est basé le conseil donné, est remis à la famille au cours d'un entretien verbal consécutif aux examens passés au centre.

Le service de documentation renseigne sur l'exercice des professions, les échelons, les aptitudes et qualités physiques, intellectuelles, morales, professionnelles requises, les rapports entre la profession et la vie privée, l'accès direct et indirect (écoles, programmes) les statistiques et les professions voisines.

Comme nous le voyons, il s'agit de diriger des enfants et non véritablement des bacheliers. Mais en fait, il y a bien là, service de documentation pour les carrières libérales et les fonctions publiques, puisque ce centre n'envisage que les carrières auxquelles seul l'enseignement secondaire permet d'accéder. Du rapport sur l'activité de ce centre au cours de sa première année d'existence, il résulte que trois groupes d'enfants s'adressent à lui :

a) Ceux qui réussissent mal dans leurs études secondaires, pour des raisons physiologiques ou une mauvaise adaptation scolaire,

b) Ceux qui ayant terminé leurs études secondaires et ayant fait un choix, veulent s'assurer qu'il correspond à leurs possibilités.

c) Ceux qui, ayant terminé leurs études secondaires, n'ont aucune idée d'avenir.

Ce centre a comme projet l'organisation de services nouveaux :

a) Des **conseillers bénévoles** qui accepteraient de renseigner les familles et les jeunes gens que leur adresserait le Centre, sur l'activité professionnelle qui est ou a été la leur : ils pourraient ainsi donner des aperçus pratiques basés sur l'expérience d'une carrière entière.

b) Des **conférences professionnelles**, faites par des spécialistes devant des jeunes (officier, médecin, magistrat). Ce projet a été ajourné, vu la difficulté de réunir des jeunes gens d'établissements secondaires différents. Mais nous avons vu que ce projet pourrait être repris par l'Etat et réalisé dans les écoles comme le fait déjà le Bureau Universitaire de Statistique. Il y a là une possibilité de faire naître des vocations, de susciter de l'intérêt pour telle ou telle profession, qu'il convient de ne pas négliger. Et si, actuellement tout particulièrement, il y a une vocation qu'il faut encourager et même provoquer, c'est celle du retour à la terre. Nous allons donc voir, dans la troisième partie de ce chapitre, comment l'orientation professionnelle peut être envisagée pour l'agriculture.

TROISIÈME PARTIE

L'ORIENTATION VERS LES PROFESSIONS AGRICOLES

Le monde agricole estime qu'il est plus nécessaire de provoquer un mouvement en faveur de la profession agricole que de délimiter strictement par des tests dont la portée et l'interprétation sont parfois contestables, les aptitudes professionnelles de chacun, d'autant plus que la spécialisation n'existe pour ainsi dire pas. Les agriculteurs redoutent que trop d'automatisme dans l'orientation agricole n'aboutisse en dernière analyse à ne diriger vers la terre, que ceux que l'on ne jugera pas capables d'exercer une autre profession, car on a tendance à oublier que la profession agricole demande, pour être bien servie, au moins autant d'intelligence et de caractère que les autres, et que, si la vigueur physique y est requise, elle doit s'accompagner de tout un ensemble de qualités : de réflexion et d'observation, d'initiative et de prévoyance, de suite dans les idées, de volonté de se suffire à soi-même et de garder son indépendance. Toutes ces qualités ne sont-

elles pas celles d'un chef et d'un chef de valeur ? Nous retrouvons là un exemple de ces élites locales que nous avons cité dans notre introduction et c'est pourquoi l'étude de l'orientation agricole ressortit bien à notre sujet.

Section I. — L'orientation vers les professions agricoles dans les milieux ruraux.

Quand on parle d'orientation professionnelle en agriculture, il ne saurait être question, dans les milieux ruraux, que d'orientation vers les professions agricoles. La position du problème n'est pas la même que dans les autres milieux. Dans le milieu agricole, le rôle primordial de l'orientation professionnelle est de conserver à la terre les jeunes forces dont elle a besoin, de maintenir à la profession agricole les éléments indispensables à son existence et à sa prospérité comme au bien de la nation tout entière. Il convient de souligner la nécessité d'éclairer les jeunes paysans et les jeunes ouvriers des campagnes sur les déceptions que leur réserve la vie urbaine. Dans son rapport présenté au Conseil National Economique, le 20 décembre 1937, sur le Chômage des Travailleurs Intellectuels, M. Ingrand, auditeur au Conseil d'Etat, disait (1) : « On peut les (jeunes

(1) M. Ingrand, Rapport présenté à la session du Conseil National Economique du 20 décembre 1937 sur le chômage des travailleurs intellectuels, *J. O.*, annexe 6 fév. 1938, Conseil National Economique, page 430.

paysans) préserver des tentacules des grandes villes par une propagande intense et précise leur prouvant, notamment par des statistiques simples, les risques d'une orientation professionnelle intellectuelle. Cette propagande devrait être faite non seulement avec les moyens généraux de publicité, mais à l'aide de conseils donnés directement par les maîtres d'école. Il y a là un problème essentiel — mais très délicat — d'éducation et d'orientation de la jeunesse, dont l'importance sociale est considérable, et dont le but économique est d'établir une meilleure répartition entre les ouvriers qualifiés, dont l'industrie et l'agriculture manquent, et les diplômés, qui sont trop nombreux. »

Les causes de la dépopulation des campagnes sont multiples, mais l'une des principales réside dans les déficiences d'une adaptation professionnelle sérieuse des jeunes paysans à la profession agricole. A sa session du 11 juillet 1938, le Conseil National Economique a étudié la Formation Professionnelle dans l'Agriculture et M. Céliér, auditeur au Conseil d'Etat, a examiné au cours de son rapport, présenté lors de cette session, les modalités de la formation professionnelle agricole. Parlant du préapprentissage, l'une de ces modalités, M. Céliér disait (1) : « Les enfants qui vivent à la campagne possèdent, de ce fait même, l'expé-

(1) Céliér : Rapport présenté à la session du Conseil National Economique du 11 juin 1938 sur la Formation Professionnelle dans l'Agriculture, *J. O.* annexe, 3 août 1938, Conseil National Economique, pages 1021 et suivantes.

rience des choses de la terre. Mais il est à craindre qu'ils n'aperçoivent la profession agricole que par ses petits côtés, s'ils ne trouvent pas à l'école un enseignement adapté à la vie rurale. Le préapprentissage, pour eux, consistera surtout à éveiller des curiosités : curiosités scientifiques, désir de comprendre la vie des animaux et des plantes, le comment et le pourquoi de ce que fait l'agriculteur pour façonner la nature, curiosités économiques et sociales menant à découvrir la place et la grandeur de leur tâche dans la société, les liens entre toutes les activités et les échanges. Il est nécessaire que le prestige qui s'attache au maître contribue à leur donner le désir d'élever et d'améliorer leur vie professionnelle et non pas à les en détourner pour les orienter vers d'autres métiers. Il est nécessaire aussi que les connaissances générales qu'ils doivent acquérir ne leur soient pas présentées de façon abstraite, mais avec le souci de mettre en valeur le lien qui les unit à la vie réelle.

C'est en prenant dans le milieu rural le point de départ de son enseignement, les exemples qui l'illustrent, que l'instituteur ou l'institutrice feront du préapprentissage, éveilleront dans l'esprit de leurs élèves, l'intérêt pour les choses de la terre, le goût de s'y consacrer avec intelligence et énergie.

Le lien entre l'école et la vie ne doit pas être, d'ailleurs, purement théorique et de plus en plus les tendances de la pédagogie moderne sont aux méthodes actives, à l'éducation par l'action. Le préapprentissage à l'école rurale com-

portera ainsi, d'après les instructions en vigueur, la culture du jardin de l'école, l'exécution de petits travaux de bricolage initiant les garçons à la pratique des outils usuels, les filles aux travaux ménagers. Ces méthodes concrètes, vivantes, constamment dominées par le souci intelligent de former l'enfant par le milieu où il vit, pour le milieu où il aura à vivre, sont certainement très adaptées aux besoins de la préparation à la formation professionnelle. Il est hautement souhaitable que les instructions qui les préconisent reçoivent une application aussi générale que possible. »

Mais il serait vain de donner une place au préapprentissage agricole dans les programmes, si les maîtres n'étaient pas mis à même d'assurer dans de bonnes conditions cette préparation à la formation professionnelle. L'influence personnelle de l'instituteur ou de l'institutrice sur les élèves et autour d'eux pour développer l'attachement à la terre et le désir de la mieux travailler peut être très bienfaisante. Mais il faut pour cela que les élèves aient toujours l'impression que le maître qui leur parle aime la terre et s'y intéresse; il faut surtout qu'ils n'aient pas le sentiment qu'il la méprise. Cet amour et cet intérêt pour la terre, cette compétence technique qui leur donnera de l'autorité en matière agricole, il est nécessaire qu'instituteurs et institutrices les acquièrent au cours de leur formation. Dans le rapport cité plus haut, M. Célier (1) consta-

(1) Célier. Rapport cité, *Journal Officiel*, annexe 3 août 1938, Conseil National Economique, p. 1023.

tait qu'un effort très important a déjà été fait dans ce sens et continue d'être fait à mesure que progresse l'étude de la réforme de l'enseignement.

L'apprentissage dans une exploitation est une autre modalité de la formation professionnelle agricole. Les chefs d'exploitation doivent être aptes à assurer une formation effective à leurs apprentis. Il semble donc nécessaire d'organiser un enseignement destiné à des hommes ou à des femmes possédant déjà une certaine maturité, une certaine formation générale aussi, et les préparant directement à la gestion de groupements professionnels de toute nature. Ce type d'enseignement a déjà été organisé par certaines chambres d'agriculture, entre autres, la Chambre d'Agriculture de l'Yonne fait fonctionner depuis 1934, avec la collaboration des associations agricoles, un cours qui dispense à des hommes de 22 à 40 ans, un enseignement échelonné sur deux années et qui comporte à la fois des cours (une fois par semaine en décembre, janvier, février : législation et économie rurale, comptabilité, marché des principaux produits) et des excursions et visites de réalisation pratique. C'est ainsi que pourrait se constituer une élite rurale, capable à la fois d'élever la masse et d'encadrer de nombreux groupements qui sont maintenant indispensables à la vie économique et sociale des campagnes.

Pour l'amélioration de la formation professionnelle. M. Céliér (1) préconisait également l'organisation dans

(1) Céliér. Rapport cité, *Journal Officiel*, annexe 3 août 1938. Conseil National Economique, p. 1032.

chaque village, par les divers groupements agricoles et collectivités régionales, d'excursions, de travaux pratiques modèles, de visites d'établissements modèles intéressant l'agriculture, dirigés par des moniteurs le plus souvent bénévoles, qui mettraient leur expérience et leur dévouement au service de la jeunesse. Ceux-ci seraient choisis parmi les cultivateurs les plus expérimentés, disposant de quelques loisirs et doués de qualités pédagogiques, et seraient encouragés par des aides et des récompenses : « C'est par l'influence de ces moniteurs », disait M. Célier (1), s'ajoutant à une propagande plus générale menée par les groupements agricoles et la presse, que l'on peut espérer faire acquérir aux parents et aux chefs d'exploitation toutes les qualités pédagogiques nécessaires pour former des apprentis. »

Pour celui qui se sent le goût, les aptitudes et les moyens financiers immédiatement nécessaires à une direction d'exploitation, il existe une troisième modalité de formation professionnelle agricole, c'est l'enseignement dans un établissement spécialisé. La fréquentation de tels établissements (écoles pratiques d'agriculture) permet aux jeunes ruraux qui peuvent quitter pendant quelque temps les travaux de l'exploitation familiale, d'acquérir une valeur technique qui fera d'eux, ensuite, non seulement des chefs

(1) Célier. Rapport cité, *Journal Officiel* annexe, 3 avril 1938. Conseil National Economique, p. 1032.

d'exploitation particulièrement qualifiés, mais les cadres tout désignés de la profession.

Par ailleurs, il existe depuis longtemps dans les écoles primaires supérieures et dans les cours complémentaires, des sections à orientation agricole. Malheureusement, le rôle de ces organismes n'a pas été clairement aperçu. Les enfants fréquentant ces écoles préfèrent de beaucoup se préparer à exercer d'autres professions que la profession agricole, alors que cet enseignement, sans avoir l'ambition d'enseigner à l'enfant de l'agriculteur son métier proprement dit, doit s'efforcer plutôt de le retenir à la ferme en créant, dans la plus large mesure possible, à l'école, des influences favorables à l'agriculture. Aussi, dans les conclusions adoptées par le Conseil National Economique, dans sa session du 11 juillet 1938 (1), était-il indiqué qu'une réforme des sections agricoles et agricoles ménagères des écoles primaires supérieures et des cours complémentaires devait être poursuivie, afin de permettre aux jeunes gens et aux jeunes filles de la campagne de recevoir une instruction générale approfondie, sans être détournés de la vie rurale, et contribuer ainsi à la constitution d'une élite rurale.

L'éducation en vue de la profession agricole n'est donc réellement efficace que dans le milieu agricole lui-même.

(1) Conclusions adoptées par le Conseil National Economique, à la suite du rapport précité de M. Célier, *Journal Officiel*, annexe, 3 août 1938, Conseil National Economique, p. 1020.

L'expérience a montré que, sauf de très rares exceptions, on naît agriculteur, on ne le devient pas. Pour réaliser une bonne orientation agricole, il faut savoir faire naître chez le futur professionnel le ferme désir d'accepter totalement la vie rude parfois, ouverte devant lui. La personne humaine n'a pas besoin seulement pour s'épanouir et s'élever de confort matériel et dans la vie du paysan se trouvent bien des occasions d'enrichissement et de bonheur; il ne faut pas qu'il les néglige. Il faudrait au contraire qu'il comprît la grandeur de sa tâche, de ses responsabilités, et ressentît pour sa vie féconde, indépendante, une légitime fierté et un amour sans lequel aucun avantage matériel ne suffira à l'attacher vraiment à la terre qu'il met en valeur.

Pour réussir, cette orientation agricole, comme toute autre orientation d'ailleurs, nécessite d'une manière absolue la collaboration étroite de la famille, de la profession et de l'État. Or, il arrive que parents ou patrons n'accordent pas une attention suffisante à leur rôle d'éducateur dans le domaine professionnel et que l'apprenti ne se distingue guère d'un petit domestique. Les parents sont les premiers responsables de l'éducation complète de leurs enfants, et doivent avoir souci de leur donner une préparation méthodique à leur métier, au moins autant que de leur laisser un héritage. S'ils sont actuellement portés trop souvent à estimer davantage les biens matériels que la valeur professionnelle, c'est parce qu'ils n'ont pas encore compris combien celle-ci était plus utile pour assurer un avenir, que ceux-là. A mesure que la formation profession-

nelle se développera et que son utilité se manifestera, ce préjugé disparaîtra et les parents lui consentiront volontiers les sacrifices nécessaires.

Section II. — L'orientation vers les professions agricoles, dans les milieux urbains et semi-urbains.

Il ne faut pas oublier que, chez les citadins, nombreux sont ceux dont les parents étaient agriculteurs, quand ce ne sont pas eux-mêmes qui ont quitté la terre récemment. Dans les familles nombreuses et dans celles où l'on trouve des origines rurales vieilles d'une ou deux générations, il se trouve des enfants qui ont une vocation paysanne, qui n'épanouiront pleinement leurs qualités physiques et morales qu'à la campagne. Il est très souhaitable que ces enfants puissent avoir l'occasion de découvrir la terre, de déceler leur véritable vocation et les moyens de se préparer à la profession agricole.

C'est ainsi que nous retrouvons l'utilité du préapprentissage, c'est-à-dire de l'acquisition des qualités humaines nécessaires à l'exercice de la profession agricole, utilité de même importance, sinon de même nature, pour les enfants des campagnes que pour ceux des villes qui pourraient et voudraient revenir à la terre. « Le préapprentissage agricole des enfants des villes (1) disait M. Céliér, ne sera

(1) Céliér. Rapport cité. *Journal officiel*, annexe, 3 août 1938. Conseil National Economique, p. 1022.

pas une formation continue, mais la création de contacts avec les choses de la terre qui puissent réveiller le goût de la vie rurale dans ceux chez qui il sommeille encore. Ces contacts, cette découverte du monde paysan, ont pour tous l'avantage de révéler aux petits citadins les conditions, les difficultés, les grandeurs de la vie à la campagne et les sacrifices que la collectivité doit savoir faire pour que l'on continue à y vivre. »

Et précisément, si l'on veut que les professions agricoles attirent moralement et matériellement la jeunesse, un aménagement du travail rural est à entreprendre. Jusqu'à maintenant, les pouvoirs publics se sont d'abord préoccupés de procurer aux populations paysannes le bénéfice des progrès techniques par l'enseignement, les stations de recherches et les laboratoires, et ont aidé au développement des chemins, aux adductions d'eau potable, à l'électrification rurale, à la modernisation de l'outillage et des méthodes de culture. Ils ont eu le souci de mettre les exploitations agricoles à l'abri des fluctuations économiques, et une législation protectrice, progressivement améliorée et mise au point, a été dictée pour les principaux produits. Ils ont facilité l'organisation professionnelle d'abord dans les groupements libres (syndicats, coopératives), puis par des établissements publics (chambres d'agriculture). Enfin, des mesures ont été prises pour faire bénéficier les campagnes des progrès sociaux : loi sur les accidents du travail, assurances sociales, allocations familiales. Mais ces efforts se sont révélés insuffisants : il faut régler la ques-

tion du relèvement des gains des ouvriers agricoles, car il est rare que, financièrement, intellectuellement et moralement, il soit possible à un débutant dans l'agriculture d'être immédiatement chef d'entreprise. D'autre part, la question du chômage d'hiver est également à étudier; on peut le combattre en développant le travail artisanal, en faisant revivre certaines spécialités, par exemple les métiers d'art ruraux.

Qu'il s'agisse d'orienter des enfants vers des métiers manuels et agricoles ou de les diriger vers des carrières intellectuelles, le recrutement des élites locales et des élites nationales est un vaste problème que les lois ou les décrets sont insuffisants à résoudre. Ce ne sont pas des organismes impersonnels qu'il faut créer; il faut s'adresser à des êtres humains capables de s'attacher passionnément à leur tâche. Il faut faire comprendre aux parents, aux maîtres, aux médecins, qu'ils sont seuls capables de connaître et par suite de diriger les enfants, qu'ils doivent accepter cette responsabilité et ne pas s'en décharger sur les orienteurs dont le rôle n'est qu'épisodique et par là même insuffisant. Il y a tout un travail moral à accomplir, des directives à donner; il faut surtout jeter les bases d'une organisation sociale, s'appuyant sur des réalités et ne s'inspirant plus d'idéologies périmées.

ANNEXE

Les lois du 15 août 1941 (réforme de l'enseignement de M. Carcopino) reprennent-elles la question de l'Orientalisation ? Prévoient-elles le recrutement et la formation des élites ?

A la date du 3 septembre 1941, M. Carcopino, secrétaire d'Etat à l'Education Nationale, a présenté dans un discours radiodiffusé la réforme de l'enseignement telle qu'elle résulte des nouvelles lois du 15 août 1941 et des décrets et arrêtés pris en application de ces lois. Ce discours a annoncé des modifications profondes de l'enseignement, modifications qui concernent la gratuité, les écoles primaires supérieures, la formation des instituteurs et l'enseignement secondaire.

Etudiant ces lois, ces arrêtés et décrets des mois d'août et septembre 1941, nous allons examiner si la question de l'orientation a été reprise dans cette réforme et si la nouvelle organisation de l'enseignement permettra un meilleur recrutement des élites.

Parlant des écoles primaires supérieures, qui ne donnaient ni une culture générale suffisante, ni une compétence technique intéressante, et des écoles techniques qui leur sont substituées, M. Carcopino exposait la nécessité

où se trouvera l'élève à la fin du deuxième cycle des études primaires de choisir entre l'enseignement à culture générale profonde et un enseignement spécifiquement technique. M. Carcopino employait le mot « d'option » : le choix sera donc laissé à la responsabilité de l'élève; il ne semble pas qu'il y ait orientation dirigée, mais plutôt orientation spontanée.

Puis, expliquant la nouvelle formation des instituteurs par la pratique des stages professionnels dans les écoles ménagères, rurales ou techniques, M. Carcopino faisait appel, à part les questions d'origine et de sexe, à la **vocation** des élèves-maîtres pour décider de leur spécialisation technique, rurale, ménagère ou ménagère agricole. Il n'y a toujours pas là orientation inhumaine.

Les lois du 15 août 1941 qui instituent deux cycles dans l'enseignement primaire, qui réorganisent l'enseignement secondaire et les modalités de la préparation à l'enseignement supérieur, et les décrets pris en application de ces lois ne parlent pas non plus d'orientation; il n'y est pas question de classes d'orientation ni de tests. Pour passer d'une classe dans l'autre, pour accéder à l'enseignement supérieur, la seule condition, c'est la réussite aux examens qui, selon les échelons sont, soit le diplôme d'études primaires préparatoires, soit l'examen d'aptitude aux bourses nationales, soit le baccalauréat. Si nous étudions les épreuves du diplôme d'études primaires préparatoires, nous voyons qu'il y est fait particulièrement appel à l'intelligence et au raisonnement :

« Dictée de dix lignes environ, suivie de trois questions, dont deux relatives à l'intelligence du texte » (1); de même, recherche du raisonnement dans le problème d'arithmétique et l'exercice de lecture et d'explication.

Jusqu'à maintenant, nous ne trouvons dans ces réformes que peu de modifications ou même pas de modifications s'inspirant de vœux de différents congrès ou conseils économiques, de projets de réforme rencontrés au cours de cette étude. Mais précisément, en arrivant à l'examen de la nouvelle organisation de la formation des instituteurs, nous allons voir que le souci du rôle important de l'école en orientation n'a pas été négligé; bien au contraire, il semble que ces nouvelles méthodes de préparation des maîtres à leur tâche future soient destinées à former de véritables orienteurs et éducateurs de la jeunesse. Ces réformes ne cherchent pas à arracher les jeunes maîtres à leur milieu, mais à les y mieux adapter, à leur permettre d'y mieux jouer leur rôle et d'y exercer une influence salutaire.

L'arrêté du 16 août 1941 relatif au fonctionnement des instituts de formation professionnelle, où les élèves-maîtres feront un stage de six mois, établit les programmes de morale professionnelle, de psychologie de l'enfant, de pédagogie générale. Sont mentionnés à ces programmes, les devoirs envers les élèves, l'action personnelle du maître

(1) Arrêté du 18 août 1941, relatif aux examens de l'enseignement primaire élémentaire. *J. O.*, 2 septembre 1941, page 3715,

auprès des élèves, les relations avec les anciens élèves. « L'instituteur doit autant qu'instruire, former des caractères, donner à ses élèves l'esprit d'équipe, le sens de l'intérêt général, leur parler de leurs devoirs plus que de leurs droits » (1). L'école rurale, son rôle dans la formation de la vocation paysanne, l'orientation de l'enseignement, l'enseignement agricole post-scolaire, figurent au programme de pédagogie générale.

Après les six mois passés dans les Instituts de formation professionnelle, les élèves-maîtres feront trois mois de stage dans des écoles techniques, agricoles ou ménagères. « En accordant une place importante aux travaux manuels dans l'école primaire, on ramène celle-ci à ses vraies traditions françaises, on la rend plus capable de préparer l'enfance au métier d'homme, d'avoir un discernement plus complet des aptitudes, une vue plus nette des fins de l'éducation (2). »

Dans les programmes des conférences faites au cours des stages dans les écoles techniques, nous mentionnons : « Préparation à l'orientation professionnelle; orientation-éducation (forme normale) et orientation-sélection; étude-type de monographie professionnelle » (3).

(1) Arrêté du 16 août 1941 relatif au fonctionnement des Instituts de formation professionnelle. *J. O.* 3 sept. 1941, page 3734.

(2) Arrêté du 16 août 1941, relatif aux stages des élèves-instituteurs et des élèves institutrices dans un établissement relevant de la direction du travail des jeunes et de l'enseignement technique. *J. O.*, 3 septembre 1941, page 3736.

(3) Même arrêté. *J. O.* 3 septembre 1941, page 3737.

De même, « les jeunes filles futures institutrices, initiées à la pratique des travaux manuels féminins, sauront mieux discerner certaines aptitudes chez leurs jeunes élèves et pourront parfois les orienter vers des professions ménagères rémunératrices (1). » Les programmes des conférences comprennent comme pour les élèves-maîtres, l'établissement d'une monographie professionnelle : caractéristiques du métier choisi, conditions techniques du travail, aptitudes et connaissances, contrats d'apprentissage, conditions économiques et marché du travail.

Enfin, exauçant les vœux du Conseil National Economique, la réforme prévoit des stages agricoles pour les futurs instituteurs que leurs origines ou leurs goûts dirigeront vers l'enseignement à la campagne. Une étude des conditions et des méthodes régionales de production agricole, tel sera le programme général de l'enseignement agricole donné aux futurs instituteurs campagnards. Les jeunes filles qui deviendront institutrices à la campagne auront une influence à exercer pour maintenir les jeunes paysannes à la terre : aussi a-t-on prévu, au cours de leur enseignement, l'étude « des raisons qui déterminent les jeunes rurales à abandonner la campagne, des moyens de réduire les inconvénients de la vie à la campagne, etc. » (2).

Si nous passons maintenant à l'examen des programmes

(1) Même arrêté, *J. O.*, 3 septembre 1941, page 3738.

(2) Arrêté du 16 août 1941, relatif au stage des élèves institutrices dans une école ménagère relevant du secrétariat d'Etat à l'Agriculture. *J. O.*, 3 septembre 1941, page 3741.

de l'enseignement primaire que ces instituteurs dispensent à leurs élèves, nous voyons au cours moyen du premier cycle : éducation morale et patriotique : « Respect du travail, conscience, amour de l'effort, esprit de sacrifice » et dans le deuxième cycle : « Idéal moral, appel du héros et du saint, valeur spirituelle, courage, caractère, éducation de soi-même » (1). Les maîtres ont donc un grand rôle à jouer dans la formation et le recrutement des élites et pour continuer leur tâche, dans l'enseignement secondaire, l'arrêté du 17 août 1941 prévoit un maître d'éducation générale : « Dans chaque classe, le chef d'établissement désignera un professeur, et de préférence le professeur de lettres, comme maître volontaire d'éducation générale » (2). Cette expression de « maître volontaire d'éducation générale », c'est tout un programme, et des professeurs conscients de leur rôle et de leur devoir s'efforceront de l'appliquer intégralement, en ne se contentant pas de remplir des mémoires, mais en formant des volontés et des caractères.

Il résulte de cette étude que les lois du 15 août 1941 jettent les bases d'une amélioration de l'enseignement qui ne peut que favoriser le recrutement et la formation des élites nationales et locales.

(1) Arrêté du 16 août 1941, relatif à l'organisation primaire élémentaire. *Journal Officiel*, 2 septembre 1941, p. 3712 et 3713.

(2) Arrêté du 17 août 1941, relatif aux honoraires des classes d'enseignement secondaire public. *J. O.* 2 septembre 1941, page 3702.

CONCLUSION

Le problème de la culture, comme celui des vocations humaines, a été mal posé au point de départ. Loin de développer les richesses originales que les enfants portaient en eux, on a, par l'école unique, détourné leur attention de tout ce qui aurait pu être source de différenciation naturelle. Après avoir tout fait pour les rendre identiques, comment l'orientation ne serait-elle pas factice et les diversifications arbitraires? Il ne peut y avoir d'école unique, que si elle est adaptée d'une part aux enfants qui y vont s'instruire, d'autre part, aux besoins de la région ou de la ville dont elle a mission de former les fils. Seul l'enseignement d'une école liée au milieu dans lequel l'enfant est appelé à vivre, est capable d'éveiller de vraies vocations qui aient chance de diversifier les hommes selon leurs aptitudes, comme selon les besoins de la société. Dans la mesure même où l'enfant entre en vrai contact avec la vie, naît en lui le désir d'y tenir sa place.

La première chose que la raison nous commande, c'est donc de collaborer avec les sociétés naturelles, en particulier avec la famille et la corporation, Tout n'est pas par-

fait dans les corps sociaux et il ne s'agit pas de laisser faire la nature. Mais il ne faut pas davantage arracher les enfants à leurs milieux naturels pour les distribuer ensuite, selon leurs aptitudes, dans des groupements artificiels. En général, le mal ne vient pas de ce que l'individu n'est pas à sa vraie place (il est d'ailleurs si souvent difficile de connaître celle-ci), mais de ce qu'il est né dans un groupe où ne règnent ni justice, ni charité, ni culture. La culture ne se confond d'ailleurs pas avec l'intelligence et l'instruction. Un homme sans culture peut être un technicien remarquable. Mais les sciences sont pour lui machinales et brutes. Il lui manque ce bon sens et cette sorte de tact moral, qui discernent le solide et le creux, le possible et le chimérique. Il faut donc exiger de l'élite une forte culture et du caractère. L'enseignement secondaire tel qu'il est conçu, enseignement de culture, lorsqu'il s'adresse à des jeunes gens, doués non seulement d'intelligence, mais de caractère, contribue à développer ce caractère. Ceux-ci sentent le besoin d'efforts intellectuels qui les prépareront à la vie et à leurs études futures. Le rôle de l'enseignement secondaire consiste alors à orienter, à féconder et à préciser d'heureuses dispositions qui ne demandent qu'à éclore.

Il conviendrait, à l'entrée de l'enseignement secondaire, en sixième, de pratiquer une sélection libérale et surtout d'éviter un afflux d'élèves, en dissuadant, mais sans écarter brusquement. Et de même, après le choix et l'élimination, on ne doit pas prétendre que les aptitudes de l'enfant se maintiendront de classe en classe; c'est au cours

des années passées au lycée, que pourra se pratiquer l'orientation intellectuelle. Hors les cas d'inaptitude manifeste, des actes d'autorité décidant de l'avenir de collégiens ou de lycéens âgés de 10 à 15 ans, risquent d'exécuter des jugements téméraires. A qui va-t-on confier la tâche non pas d'orienter systématiquement les élèves, mais de les conseiller, de renseigner leurs parents pour leur laisser ensuite le soin et la responsabilité du choix ? Le professeur de lycée, moins continuellement mêlé aux élèves que l'instituteur, a moins l'occasion de les observer à fond. Les programmes chargés et les classes pléthoriques l'empêchent de bien connaître ses élèves qu'il ne suit pas de classe en classe. D'autre part, les professeurs étant spécialisés, n'ont qu'une vue fragmentaire de leurs élèves. C'est pourquoi, d'accord avec M. H. Parigot (1), nous pensons que cette mission de conseiller doit être confiée au proviseur ou au chef d'établissement qui n'est pas spécialisé, qui connaît son personnel enseignant et administratif et peut appliquer son esprit critique aux renseignements qu'il en recueille. Par des entretiens particuliers avec ses élèves et au cours des visites que lui font les parents, il réunit les renseignements complémentaires indispensables à sa mission. Il est l'orienteur par destination, s'il a la confiance des familles et s'il est documenté sur les professions libérales et les emplois accessibles aux bacheliers. « Alors » (1),

(1) Hyppolite Parigot, L'orientation professionnelle. *Revue des Deux Mondes*, juin 1936.

écrit M. Parigot, « l'orientation intellectuelle pourra entrer en usage dans le milieu où se prépare l'élite sans autres orienteurs que ceux que leur situation habilite à cet office, sans accroissement du nombre des fonctionnaires, sans risques excessifs d'erreurs graves et au respect de la liberté familiale, c'est à savoir sans impératif catégorique ».

Parlant du système corporatif, M. Boegner écrit (1) : « Ce vieux système qui lie le devoir au droit, qui attache à la propriété une fonction sociale, a l'avantage d'assurer le recrutement des élites et la dignité de tous. Les chefs de la corporation sont tout désignés par leurs qualités administratives pour conseiller et soutenir, au besoin, les chefs politiques locaux ou nationaux. Au sein de la corporation, l'ascension sociale se fait de façon toute naturelle. Dans l'administration d'un patrimoine corporatif, un bon ouvrier prend l'habitude des responsabilités, de la propriété. Il saura transmettre au fils, dont les études prolongées permettent de faire un ingénieur, les qualités qu'il déploiera à son tour peut-être, comme chef d'entreprise. » Sachant que bien souvent une brusque ascension sociale est rarement une garantie de bonheur, et que, souvent, elle provoque un désaccord pénible entre les caractères et les devoirs d'état, entre les aspirations et les moyens réels de les satisfaire, on ne poussera à quitter leur milieu natal que ceux dont les aptitudes sont manifestes et la

(1) H. Boegner. *L'Ecole et la question sociale*, Cahiers du Cercle Fustel de Coulanges, février 1934, p. 88.

volonté bien trempée. Pour les autres, la corporation bien organisée, ne pourrait-elle être, en effet, un milieu où pourraient se développer toutes les formes, les plus humbles comme les plus hautes, de la volonté, de l'intelligence, de l'initiative humaine, où les égoïsmes disciplinés par les exigences du métier, pourraient devenir amour du travail bien fait, sentiment du devoir, désintéressement et générosité ? Il semble bien que l'organisation professionnelle corporative doive créer le climat favorable au recrutement et à la formation des élites locales. L'enseignement secondaire étant plus spécialement destiné à recruter les élites nationales, il faudrait organiser l'enseignement primaire supérieur, pour former ces élites locales et professionnelles; c'est d'ailleurs ce que semblent vouloir faire les lois du 15 août 1941.

Il convient d'envisager également l'orientation et la formation des enfants vivant dans les milieux agricoles. Pour ceux qui ont une vocation nette pour les carrières intellectuelles, le système des bourses bien aménagé permettrait de les faire entrer au lycée ou au collège (précisément une des lois du 15 août 1941 réorganise la gratuité de l'enseignement et améliore le système des bourses). Quant aux autres, ce ne serait pas faire acte d'égoïsme de classe que de leur conseiller de s'élever à l'intérieur même de la profession de leurs parents. En leur donnant une solide instruction professionnelle, on les mettrait en mesure d'exercer avec compétence le métier d'agriculteur qui est très beau et très complet. D'ailleurs, l'instruction profession-

nelle n'exclut pas l'intérêt pour les sciences et les arts; les grandes inventions modernes pourraient rendre la vie rurale moins morne.

Il est évident que ces solutions ne sont applicables que dans les régions où les petits propriétaires ruraux sont nombreux et les ouvriers agricoles bien payés. Il faut remédier aux imperfections là où elles se trouvent et, comme nous l'indiquions au cours de cette étude, il faut relever le gain trop faible des ouvriers agricoles, qui empêche toute ascension sociale, tout accès à la propriété.

Le problème est plus difficile pour la classe ouvrière : l'homme, transformé en appendice de la machine, cherche à s'évader de l'enfer ouvrier. Il ne faut cependant pas oublier les entreprises artisanales qui résistent à la loi de concentration industrielle : électriciens, serruriers, etc. Or, dans les entreprises artisanales, la valeur personnelle, l'expérience, l'art, pour employer le mot d'où dérive le terme « artisan » jouent un très grand rôle. Le chef reste en contact avec ses subordonnés, et plus d'un parmi ces derniers peut espérer devenir patron à son tour. L'artisanat représente donc une voie pour l'ascension sociale. Des exemples d'Alsace-Lorraine, on peut déduire qu'il se prête très bien à l'organisation corporative. Les corporations et les chambres de métiers ont le pouvoir de réglementer l'apprentissage, de désigner les chefs d'entreprise qui ont le droit de former des apprentis, de surveiller la façon dont ils s'acquittent de cette fonction.

Les chambres de métiers ont, en outre, comme but,

l'orientation professionnelle. Nous croyons que cette solution corporative est particulièrement apte à recruter et à former les élites professionnelles et locales et c'est par son étude que nous terminerons notre conclusion.

Les chambres de métiers demandent à l'instituteur et au médecin scolaire des renseignements sur la constitution physique, intellectuelle et morale du sujet. Elles demandent, d'autre part, aux personnes expérimentées des corporations d'établir quels sont les besoins en personnel des diverses professions et quelles sont les qualités requises dans chacune. Munies ainsi des renseignements nécessaires, comme l'était le directeur de lycée dans le cas de l'orientation des élites nationales, les chambres de métiers ne choisissent pas à la place des parents et des enfants, mais les mettent en mesure de choisir raisonnablement. Et si nous pensons que le travail organisé corporativement est tout particulièrement désigné pour permettre le développement des qualités indispensables aux élites, nous sommes également persuadés que ce ne sont ni une orientation bien aménagée, ni des corporations bien organisées qui créeront ces qualités. Celles-ci ne naissent, sauf de rares exceptions, que dans un milieu familial propice. Pour que grandisse en France le nombre des élites et pour que ces élites ne se dérobent pas à leur tâche, il faut que les parents comprennent leur rôle et en acceptent les responsabilités. Par l'exemple de leurs qualités d'énergie, de réalisme, de générosité et de force de caractère, ils sont les premiers et les véritables éducateurs. Sans le concours et la volonté

persévérante des parents, instituteurs, professeurs, médecins, orienteurs soucieux de leur rôle ne peuvent dégager, des enfants qui leur sont confiés, les élites du pays.

Vu : *Le Doyen*,
C. RIPERT.

Vu : *Le Président de la Thèse*,
L. BAUDIN.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
Par le Recteur, l'Inspecteur de l'Académie,
Ch. PUGIBET.

BIBLIOGRAPHIE

- A. CENDRIER. — *L'organisation de l'orientation professionnelle*.
Thèse, 1931.
- H. MASSIS. — *Chefs*.
- C. MAZEL. — *L'organisation de l'orientation professionnelle*.
Thèse, 1938.
- Dr. J. MORIN-LORMAND. — *Les examens d'intelligence en orientation professionnelle*.
— Rapport de stage à l'Institut National d'Orientation Professionnelle.
- G. PEYDOUDAT. — *L'orientation professionnelle des Intellectuels*.
- A. ROSIER. — *L'activité du Bureau Universitaire de Statistique en 1937*.
- C. SIMON. — *L'Orientation Professionnelle*. Thèse, 1927.
- M.-S. VENARD. — *Le rôle de l'Ecole en orientation professionnelle*. Thèse, 1931.

REVUES.

- Politique*, mai 1930. M. BASTIANNELLI, Pour une réforme générale de l'enseignement.
- Septembre 1930. M. BLONDEL, Notes sur la réforme de l'enseignement et les projets de l'école unique.
- Avril 1937 : M. BASTIANNELLI, Le projet de réforme de l'enseignement public.
- Dossiers de l'Action Populaire*, 10 juin 1936, 25 juin 1936, 10 juillet 1936. M. Y. MAINGUY. Regards sur l'Orientation Professionnelle en France.
- Etudes des Jésuites*, 5 juin 1939, 20 juin 1939, 5 juillet 1939.
Pierre FAURE, La réforme de l'enseignement.

- Bulletin de l'Institut National d'Orientation Professionnelle*, juillet-août 1938. La mesure de l'intelligence chez l'étudiant d'Université.
- Revue des Deux Mondes*, juin 1936. H. PARIGOT, L'Orientation Professionnelle.
- Etat Moderne*, janvier 1938. J. RODRIGUES-ELY, Réforme de l'enseignement secondaire.
- A. MOUFFLET, L'Orientation Professionnelle et l'adaptation sociale.
- Cahiers du Cercle Fustel de Coulanges*, juillet 1932. Pozzo DI BORGIO, Notes sur le problème de la sélection.
- Février 1934. H. BÆGNER, L'Ecole et la question sociale.
- Juillet 1936. H. VEILLET-LAVALLÉE, La formation du caractère et l'enseignement secondaire.
- Décembre 1936. F. MENTRÉ, Le rôle social de l'Ecole Primaire.
- Janvier 1938. H. BÆGNER, A propos de la réforme de l'enseignement.
- Septembre 1938. M. M. DE ROUX, Le problème de l'Orientation scolaire.
- Octobre 1938. F. VEILLET-LAVALLÉE, La classe d'Orientation.

DOCUMENTS DIVERS.

- Association Générale des Orienteurs de France. — Rapports sur le premier Congrès National d'Orientation Professionnelle, Paris, septembre 1935.
- 1^{re} question. — Des rapports entre l'Orientation professionnelle et les écoles des différents degrés.
- 2^e question. — L'Orientation professionnelle et le corps médical et ses auxiliaires.
- 3^e question. — Rapport de l'Orientation Professionnelle avec les groupements professionnels.
- Rapports sur le 2^e Congrès National d'Orientation Professionnelle, Lille, juillet 1939.
- 1^{re} question. — L'Orientation Professionnelle et la Famille.

2^e question — La continuité de l'Orientation Professionnelle.

3^e question. — L'Orientation Professionnelle et la situation économique.

Association Internationale pour le Progrès Social.

Documents du Travail. Rapports sur le congrès 1939.

M^{me} GRATIOT. — Principes généraux d'Orientation Professionnelle.

M^{me} CHAMBOULANT. — L'Orientation Professionnelle et les Professions libérales.

Caisse de compensation de la Région Parisienne, 10, rue Viala, Paris.

Rapport du Service d'Orientation Professionnelle, 1935-1936.

Centre familial de consultations et de documentation professionnelle, 31, rue Guyot.

Rapports sur l'activité du Centre au cours de l'année 1936-1937.

Société d'études et d'informations économiques :

1935 : R. HUBERT : L'Orientation professionnelle et la formation technique.

1937 : Un projet de loi sur l'Orientation professionnelle et l'apprentissage.

1938 : L'orientation professionnelle en France par les offices publics de placement.

Conseil National Economique.

Le Chômage des travailleurs intellectuels. Conclusions adoptées par le Conseil National Economique dans sa session du 20 décembre 1937, et

Rapport présenté par M. INGRAND, auditeur au Conseil d'Etat.

Journal Officiel, annexe, 6 février 1938.

Le problème de l'apprentissage dans les professions industrielles et commerciales.

Conclusions adoptées par le Conseil National Economique dans sa session des 28 et 29 mars 1938, et

Rapport présenté par MM. INGRAND et CÉLIER, auditeurs au Conseil d'Etat.

Journal Officiel, annexe, 15 avril 1938.

La formation professionnelle dans l'agriculture.

Conclusions adoptées par le Conseil National Economique dans sa session du 11 juillet 1938, et

Rapport présenté par M. Charles CÉLIER, auditeur au Conseil d'Etat *Journal Officiel*, annexe, 3 août 1938.

La réforme de l'enseignement, projet Jean Zay.

Institut Supérieur Ouvrier, conférence de M. ZORETTI : avril 1937. « La réforme de l'enseignement ».

Semaine sociale de Bordeaux, 1939.

Conférence de M. DELACOMMUNE, Délégué Général de l'Union Sociale des Ingénieurs catholiques : « Classes, Enseignement, Orientation ».

Conférence de M. A. BONNARD, janvier 1941 : « La constitution d'une élite. »

Information Universitaire :

6 septembre 1941 : La réforme de l'enseignement. Discours de M. CARCOPINO.

Journal Officiel :

2 et 3 septembre 1941 : lois du 15 août 1941 sur la réforme de l'enseignement.

Décrets des 15, 16 et 17 et 21 août, 1^{er} septembre.

Arrêtés des 16-17-18 août pris en application des lois du 15 août 1941.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I. — BUTS DE L'ORIENTATION PROFESSIONNELLE.	9
1° Buts d'ordre social	9
2° Buts d'ordre professionnel	10
3° Buts d'ordre économique	11
CHAPITRE II. — ORGANISATION, MÉTHODES ET RÉSULTATS DE L'ORIENTATION PROFESSIONNELLE	17
PREMIÈRE PARTIE. — <i>Organisation de l'Orientation Professionnelle.</i>	19
Section I. — Agents d'exécution	19
1° Le rôle des orienteurs	20
2° Le rôle de l'instituteur et de l'école	25
3° Le rôle de la famille	27
4° Le rôle du médecin	30
Section II. — Les Méthodes en Orientation Professionnelle	31
1° La connaissance de l'individu	32
Méthode scientifique	33
Méthode empirique	39
2° La connaissance de la profession	40
3° La connaissance du marché du travail ...	42
Section III. — Les Résultats obtenus en Orientation Professionnelle	42

	Pages
DEUXIÈME PARTIE. — <i>Organisation de l'orientation scolaire et de l'Orientation intellectuelle</i>	46
Section I. — Projets antérieurs à l'arrêté du 22 mai 1937	47
Propositions de M. Bastiannelli	47
Projet confédéral de 1933	50
Congrès National d'Orientation Professionnelle de 1935	50
Projet Jean Zay, 1937	51
Section II. — Aménagement des classes d'orientation par l'arrêté du 22 mai 1937 et la circulaire du 31 mai 1937	57
Critiques portées sur le principe de cette réforme et résultats	57
Section III. — L'Orientation Professionnelle des Intellectuels	62
TROISIÈME PARTIE. — <i>L'Orientation vers les Professions agricoles</i>	68
Section I. — L'orientation vers les professions agricoles dans les milieux ruraux	69
Section II. — L'Orientation vers les professions agricoles dans les milieux urbains et semi-urbains	77
ANNEXE : Les lois du 15 août 1941 (réforme de l'enseignement de M. Carcopino) reprennent-elles la question de l'orientation ? Prévoient-elles le recrutement et la formation des élites ?	80
CONCLUSION	86
BIBLIOGRAPHIE	95
